



PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL DE BOUTOUPA CAMARACOUNDA



REPUBLIQUE DU SENEGAL

REGION DE ZIGUINCHOR

DEPARTEMENT DE ZIGUINCHOR

ARRONDISSEMENT DE NIAGUIS

COMMUNE DE BOUTOUPA

Octobre 2019

SOMMAIRE

LISTE DES FIGURES	i
SIGLES ET ACRONYMES	ii
INTRODUCTION	1
I. CONTEXTE ET ENJEUX DU PDC	4
II. METHODOLOGIE	6
2.1 - Information des acteurs locaux sur le processus	6
2.2 - Revue des données secondaires	6
2.3 - Elaboration des outils et formation des enquêteurs	7
2.4 - Diagnostic participatif	7
2.5 - Restitution du diagnostic	11
2.6 - Elaboration du Plan d'Orientation stratégique	11
2.7 - Planification des actions	11
III. APERÇU MONOGRAPHIQUE	13
3.1 - Caractéristiques physiques	13
3.1.1 - <i>Le climat</i>	13
3.1.2 - <i>Le relief et la végétation</i>	14
3.1.4 - <i>Les ressources en eau</i>	15
3.2. Caractéristiques humaines	15
IV. LECONS TIREES DE L'ANCIEN PLD	16
V. BILAN DIAGNOSTIC	17
5.1. Situation des activités économiques	17
5.1.1. <i>L'agriculture</i>	17
5.1.2. <i>L'élevage</i>	18
5.1.3. <i>La pêche</i>	19
5.1.4. <i>L'artisanat</i>	19
5.1.5. <i>Le commerce</i>	19
5.1.6. <i>L'exploitation forestière</i>	20
5.2. Situation de l'accès aux services sociaux de base	23
5.2.1. <i>La santé</i>	23
5.2.2. <i>L'éducation</i>	25
5.2.3. <i>L'hydraulique rurale</i>	27
5.2.4. <i>Désenclavement et infrastructures</i>	28
5.2.5. <i>Culture</i>	30

5.2.6 - Prise en charge des besoins spécifiques des femmes	31
5.2.7. Jeunesse et sport	33
5.2.8. L'habitat et l'aménagement	33
5.2.9. L'électrification rurale.....	35
5.2.10. Environnement et assainissement	35
5.3. Les acteurs clés de la commune	36
5.3.1 - Le conseil municipal.....	36
5.3.2. Les services de l'Etat	41
5.3.4. Les organisations communautaires de base.....	42
5.3.5. Les organismes d'appui	43
5.4. L'impact du conflit dans la commune	45
5.4.1. Evolution et manifestations du conflit dans la commune	45
5.4.2. Impacts de la crise.....	45
5.4.3. Le retour.....	46
SYNTHESE DES PROBLEMES	49
VI. VISION, PRINCIPES ET OBJECTIFS DU PDC DE BOUTOUPA CAMARACOUNDA..	51
6.1. La vision	51
6.2. Les principes de mise en œuvre du PDC	51
6.3. Les objectifs du PDC	51
VII. PLAN D'ACTION PRIORITAIRE	58
VIII. PLAN TRIENNAL D'INVESTISSEMENT	68
IX. LE PLAN ANNUEL D'INVESTISSEMENT	77
X. DISPOSITIF DE PILOTAGE ET DE SUIVI EVALUATION	86
10.1. Le pilotage du PDC	86
10.2. Le suivi évaluation du PDC.....	86

LISTE DES FIGURES

Tableaux, graphiques et cartes	Page
Tableau 1 : Evolution de la pluviométrie de 2015 à 2019	10
Tableau 2 : Diversité de la faune	11
Tableau 3 : Répartition des boutiques dans la commune	17
Tableau 4 : Répartition des infrastructures sanitaires par zone	20
Tableau 5 : Récapitulatif des infrastructures scolaires par zone	22
Tableau 6 : Etablissements et salles de classe	23
Tableau 7 : Effectifs filles/garçons	23
Tableau 8 : Infrastructures hydrauliques	25
Tableau 9 : Répartition des infrastructures culturelles	28
Tableau 10 : Infrastructures de jeunesse	31
Tableau 11 : caractéristiques du conseil municipal	34
Tableau 12 : Evolution du budget de la commune	38
Tableau 13 : Evolution des principaux postes de recettes	39
Tableau 14 : Mouvement des populations	45
Tableau 15 : Perspectives de retour	46
Tableau 16 : Alignements du PDC aux autres cadres de planification	56
Graphique 1 : Répartition des boutiques et cyber	17
Graphique 2 : Répartition des infrastructures sanitaires par zone	20
Graphique 3 : Infrastructures scolaires par zone	22
Graphique 4 : Etablissements et salles de classe	26
Graphique 5 : Effectifs filles/garçons	24
Graphique 6: Répartition des infrastructures culturelles	28
Graphique 7 : Infrastructures hydrauliques	28
Graphique 8 : Répartition des infrastructures culturelles	31
Carte 1 : Localisation des infrastructures	27
Carte 2 : Carte des ressources et du conflit	47
Diagramme de Venn de la commune	43

SIGLES ET ACRONYMES

ACPP :	Assemblée de Coopération Pour la Paix
AMA :	Agence des Musulmans d'Afrique
ANCAR :	Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural
APRAN :	Association pour la Promotion Rurale de l'Arrondissement de Nyassia
ARD :	Agence Régionale de Développement
ASC :	Association Sportive et Culturelle
ASCOM :	Assistant Communautaire
CADL :	Centre d'Appui au Développement Local
C.E.M :	Collège d'Enseignement Moyen
CRS :	Catholic Relief Services
GIE :	Groupement d'Intérêt Economique
GPF :	Groupement de Promotion Féminine
ICP :	Infirmier Chef de Poste
IDEN :	Inspection Départementale de l'Education Nationale
OCB :	Organisation Communautaire de Base
ODD :	Objectifs du Millénaire pour le Développement
PADERCA :	Projet d'Appui au Développement Rural en Casamance
PAM :	Programme Alimentaire Mondial
PIA :	Plan d'Investissement Annuel
PDC :	Plan de Développement Communal
PLD :	Plan Local de Développement
PNDL :	Programme National de Développement Local
ProCas :	Programme d'appui au développement socioéconomique pour la paix en Casamance.
PSE :	Plan Sénégal Emergent
R.G.P.H :	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
UNICEF:	United Nations Information Children Education Fund

INTRODUCTION

Suivant l'article 3 de la loi n° 2013-10 du 28 décembre 2013 portant Code général des Collectivités Territoriales, *« les collectivités territoriales ont pour mission la conception, la programmation et la mise en œuvre des actions de développement économique, social et environnemental d'intérêt local. Elles sont seules responsables, dans le respect des lois et règlements, de l'opportunité de leurs décisions. Elles associent en partenariat, le cas échéant, à la réalisation des projets de développement économique, social et environnemental, les mouvements associatifs et les groupements à caractère communautaire dans le respect de l'équité de genre ».*

De cette disposition centrale, il ressort que la commune a en charge de développement local dans son ressort territorial. Elle en est l'actrice principale, mais ne peut réaliser ce mandat qu'à travers un travail méthodique intégrant la programmation rigoureuse des actions concourant à la réalisation des objectifs fixés. Elle doit donc impulser et conduire un développement local planifié.

La planification peut être conçue comme étant le processus permettant de définir les objectifs, d'élaborer les stratégies, de tracer la mise en œuvre et d'attribuer les ressources nécessaires à la réalisation des objectifs. Elle est donc un processus (et non une action ponctuelle) qui passe par plusieurs étapes liées les unes aux autres : le diagnostic du ou des problèmes à résoudre, la fixation des objectifs à atteindre, la formulation de stratégies pour atteindre ces objectifs, la définition et l'attribution des ressources nécessaires à l'atteinte des objectifs, la définition du dispositif de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation. La planification évite la dispersion des forces et rationalise l'action en inscrivant chaque activité dans la trajectoire d'un objectif préétabli. Elle favorise l'efficacité puisqu'elle induit l'existence d'un cadre de suivi qui permet de surveiller et de redresser l'action pour garantir l'atteinte des résultats. Elle participe à la cohérence de l'action en arrimant les objectifs sectoriels à ceux plus généraux consignés dans des documents cadres.

Si la planification est utile à toute œuvre qui se veut rationnelle et organisée, elle l'est forcément pour le développement territorial qui au carrefour de demandes sociales multiformes et de secteurs économiques aussi divers que l'agriculture irriguée ou pluviale,

l'élevage, la foresterie, le commerce, les services, etc. L'une des particularités de la planification locale c'est son caractère nécessairement participatif. Les articles 6 et 7 du Code Général des Collectivités locales précité abordent la question cruciale de la participation citoyenne et prescrivent aux collectivités territoriales l'implication de la population organisée dans la conception et la mise en œuvre des initiatives de développement.

Dans la commune de Boutoupa Camaracounda, les acteurs locaux, qu'il s'agisse des acteurs institutionnels ou des acteurs non institutionnels s'efforcent de prendre des initiatives pour sortir de l'étau de la pauvreté et de l'insécurité. Mais ces acteurs sont unanimes à constater que ces initiatives, éparses et de faible envergure, n'ont pas réussi à impulser une dynamique généralisée de développement territorial. La planification locale est le passage obligé dans la recherche de l'efficacité de l'action locale. Elle garantit la cohérence des interventions et maximise les chances de réussite par son système intrinsèque de suivi-évaluation. La dispersion des forces est l'un des principaux obstacles du développement local. La multiplicité des acteurs et le foisonnement anarchique des initiatives constituent une double contrainte en ce sens qu'ils créent le désordre et l'inefficacité des interventions d'une part et les conflits de compétences entre les acteurs d'autre part.

Le nouveau Plan de Développement Communal de Boutoupa Camaracounda s'évertue à corriger ces dysfonctionnements. Il n'est ni une monographie stérile, ni une juxtaposition de vœux pieux. C'est un engagement de la commune et de ses partenaires à mettre en œuvre un paquet cohérent et consensuel d'action de développement légitimées par un diagnostic objectif des contraintes, opportunités et besoins de la commune. Le PDC doit s'inspirer des cadres plus généraux de planification et respecter les engagements antérieurs. Il doit donc, respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, s'aligner au Plan Sénégal Emergent et tenir compte des Objectifs de Développement Durable.

Pour réussir cet engagement, la commune de Boutoupa Camaracounda s'inscrit dans une démarche collaborative et partenariale en associant les organisations communautaires et de la société civile à la conception et la mise en œuvre des solutions, en s'appuyant sur l'Etat et recourant aux partenaires au développement.

Dans cette logique, une démarche ascendante est la mieux indiquée pour impliquer et mobiliser l'ensemble des acteurs. Ce type de démarche présente l'avantage de promouvoir la démocratie locale et de clarifier le rôle et les responsabilités de tous dans le développement de la collectivité:

Le présent PDC s'articule autour de trois axes principaux :

- La situation de référence au moment de la réactualisation ;
- L'analyse des conditions de base du territoire communautaire notamment les potentialités et les contraintes économiques, institutionnelles, socioculturelles, et écologiques (bilan diagnostic) ;
- L'identification des actions pouvant lever les contraintes et valoriser les potentialités.

L'existence d'un ancien PLD datant de 2008 constitue une source précieuse pour le diagnostic et les orientations du présent PDC.

I. CONTEXTE ET ENJEUX DU PDC

Le nouveau PDC de Boutoupa Camaracounda intervient dans un contexte particulier, perceptible à travers plusieurs paramètres :

- L'acte 3 de la décentralisation

L'Acte 3 de la décentralisation a posé, entre autres, le principe de la communalisation universelle et veut donner un souffle nouveau au développement territorial. Les communes du Sénégal doivent donc, à travers leur gestion, capitaliser les erreurs du passé et contribuer à corriger les dysfonctionnements de l'Acte 2 comme : le manque de viabilité des territoires et de valorisation des potentialités de développement des territoires, la faiblesse de la politique d'aménagement du territoire limitée par une architecture territoriale rigide, la faiblesse de la gouvernance territoriale accentuée par une multiplicité d'acteurs avec des logiques et des préoccupations parfois différentes, l'incohérence et l'inefficience des mécanismes de financement du développement territorial, la faiblesse de la coproduction des acteurs du développement territorial qui induit fortement l'inefficacité des interventions. La commune de Boutoupa Camaracounda doit donc, conformément à l'esprit de l'Acte 3 de la décentralisation au Sénégal, identifier les potentialités territoriales et les valoriser pour relever le niveau de vie des populations.

- La situation de conflit/post conflit

Comme le rappelle l'ancien PLD, la région naturelle de Casamance est touchée depuis plus de vingt ans par un conflit armé qui a eu un impact négatif sur l'économie locale, bouleversé sa vie sociale et paralysée ce qui était l'une des régions les plus fertiles du Sénégal. Ainsi, des milliers de personnes ont été déplacées dans le pays ou à l'extérieur. Plusieurs zones ont été polluées par des mines qui font de nombreuses victimes et entravent toute tentative de développement économique.

Avec la dynamique de paix, la relance des activités économiques et sociales de cette belle région constituent un enjeu central pour une résolution durable de cette crise. En effet, malgré les nombreux projets et programmes de développement menés depuis quelques années, d'importants efforts restent à faire pour consolider la paix et reconstruire la Casamance.

Compte tenu de l'accalmie observée, la question du retour des populations déplacées est de plus en plus agitée. Les villages désertés renferment d'importantes ressources agricoles, pastorales, halieutiques et forestières qui attendent d'être exploitées. La commune, l'Etat et

les partenaires doivent donc développer des actions concourant à sécuriser ce retour et à faciliter la réinsertion économique et sociales des populations de retour.

- L'existence d'un PLD précédant

L'ancien PLD n'a pas été intégralement mis en œuvre pour des raisons liées au conflit et au manque de ressources financières notamment. Le nouveau PDC doit donc être élaboré sous le sceau du réalisme. Il faudra donc éviter de programmer des actions certes légitimes mais qui n'ont aucune perspective de financement à court et moyen terme.

L'enjeu est donc d'établir pour Boutoupa Camaracounda un PDC qui soit consensuel, réaliste et sensible au conflit.

Il est utile de rappeler que le PDC intervient au moment où le Plan d'Action Prioritaire 2 (PAP 2) du Plan Sénégal Emergent (PSE) a été adopté pour 2019 – 2023 avec trois axes stratégiques liés respectivement à la transformation structurelle de l'économie et la croissance, au capital humain, protection sociale et développement durable et à la gouvernance, la paix et la sécurité. L'Etat du Sénégal s'est également engagé aux 17 Objectifs de Développement Durable (ODD).

II. METHODOLOGIE

Le nouveau code des collectivités locales promeut la participation citoyenne. Selon son article 7, en vue de garantir une bonne participation des populations dans la gestion des affaires publiques, l'organe exécutif local peut instituer, au sein de la collectivité locale, un cadre de concertation consulté sur les plans et les projets de développement local et sur les conventions de coopération et les contrats plans. Le cadre de concertation peut, en outre, être consulté sur toute autre matière d'intérêt local.

Dans ces conditions, le PDC ne peut être élaboré que dans un esprit participatif. En effet, les populations locales, bénéficiaires directes des investissements planifiés, ne participeront à la mise en œuvre des actions du PDC que si elles ont réellement participé à l'élaboration de celles-ci. C'est ainsi que la population, dans tous ses segments, a été associée à travers des consultations et concertations.

Le processus a été marqué par plusieurs étapes.

2.1 - Information des acteurs locaux sur le processus

Cette étape a consisté à informer les populations et leurs partenaires sur les objectifs et la démarche d'intervention ainsi qu'à sensibiliser les populations sur les enjeux de la planification. Elle a permis de:

- Etablir un protocole de collaboration avec la commune ;
- Présenter et valider la méthodologie et l'agenda de travail ;
- Valider les conditions de travail ;
- Identifier et valider la liste des acteurs clé ;
- Définir les rôles des acteurs impliqués (conseil municipal, commission de planification, CADL, organisations communautaires, villages).

2.2 - Revue des données secondaires

Cette étape, essentiellement documentaire, a consisté à consulter les données monographiques, chiffrées et cartographiées. Elle a consisté à consulter l'ancien PLD, les lois

et règlements relatifs au fonctionnement de la commune, les documents administratifs et budgétaires de la commune, les données disponibles à la sous-préfecture, au service des statistiques, à l'ARD, au CADL et auprès de certains partenaires au développement.

Cette étape a permis de réactualiser les données socio-économiques et d'élaborer à partir de ces données une vision globale de la commune dans les secteurs clé.

2.3 - Elaboration des outils et formation des enquêteurs

Les enquêteurs ont été sélectionnés compte tenu de leur niveau académique (bac + 2) et formés aux techniques d'enquête et de dépouillement des données.

Ces enquêteurs ont pris part à l'atelier d'élaboration des outils de collecte. Ils ont testé les outils de collecte et détecté les incohérences qui ont permis de bâtir les outils définitifs.

2.4 - Diagnostic participatif

Le diagnostic participatif a été effectué essentiellement sur la base d'entretiens institutionnels, individuels et correctifs menés par les enquêteurs avec l'appui des animateurs de zone de l'ancien PLD et d'un superviseur. Un expert en planification et développement territorial s'est chargé de la coordination, de la supervision des activités sur le terrain ainsi que du contrôle de la qualité des opérations de collecte. Il a procédé à l'agrégation des données avec le concours à un statisticien, ensuite il a dressé un rapport provisoire qui a été restitué aux populations.

Cette étape cruciale a permis aux populations de participer au diagnostic de leur propre situation et de se familiariser avec les outils du diagnostic participatif qu'elles pourront utiliser pour l'évaluation des actions à mettre en œuvre.

Pour rationaliser le diagnostic, 4 zones ont été retenues avec les populations et le conseil :

- Zone 1 Lyns : Boussoloum – Yabone - Laty – Niadiou - Samick - Bilasse
- Zone 2 Boutoupa : Boutoupa – Niabina - Mawa- Camaracounda – Poubosse
- Zone 3 Centre : Boffa - Guidel Bambadicka - Bindialoum baïnouck – Bindialoum Manjack - Baraka bounao - Baraka Pakao – Baraka Patata – Niaféna - Santhiaba manjack – Tendaba

- Zone 4 Mpack : Bourofaye diola- Bourofaye baïnouck- Mpack

Les principaux outils utilisés sont les suivants :

La Carte des ressources

Elle a permis de tracer les contours de la commune suivant les populations, de situer les ressources et les principales infrastructures et d'appréhender les modes d'occupation des sols.

La Carte sociale

Elle a permis de connaître la structure sociale de la commune, la composition professionnelle, ethnique, religieuse, économique, etc.

Le Diagramme de Venn

Il fait ressortir l'importance des acteurs locaux et les mécanismes de gouvernance. Il situe les acteurs ayant une influence sur la prise de décision et identifie les conflits potentiels entre groupes d'intérêt.

Il a permis de retracer le tissu relationnel de la commune et d'identifier les acteurs clés sur lesquelles il faut agir pour catalyser des changements significatifs.

Le Profil institutionnel des acteurs

Il a permis de mieux connaître les institutions identifiées dans le diagramme de Venn. Cet outil important a aussi permis d'analyser l'écart entre le rôle réellement joué par les acteurs et le rôle attendu d'eux au regard d'une part des textes et, d'autre part de la demande sociale.

Le Diagramme du système d'exploitation agricole

Il s'agit de comprendre comment sont structurés les moyens d'existence des ménages ruraux et met en évidence le système d'exploitation (production agricole et non agricole).

Le Calendrier saisonnier

Le but recherché à travers cet outil est d'analyser les changements d'activités au cours de l'année et d'observer la charge de travail en fonction des saisons ou les fluctuations des revenus au cours de l'année.

La Cartes illustrées des ressources

Elle a permis d'analyser les disparités entre hommes et femmes en matière d'utilisation des ressources du ménage et de contrôle de celles-ci.

Cette carte fait observer la charge de travail en fonction des saisons ou les fluctuations des revenus au cours de l'année, les disparités entre les différents groupes socioéconomiques et les rôles des hommes et des femmes surtout dans le domaine essentiel de la gestion des ressources et du pouvoir de décision

Le profil historique

C'est un outil de collecte d'informations relatives aux temps qui permet de lier les dates à des événements historiques. Il permet à l'animateur d'avoir des informations sur les valeurs culturelles du milieu et de comprendre le présent à partir du passé. L'un de ses intérêts consiste à impliquer les personnes âgées.

L'arbre à problèmes

Il est utilisé pour identifier les causes et les conséquences d'un problème. Le tronc représente le problème, les racines montrent les causes, les branches désignent les conséquences. On peut y ajouter les fruits à titre de solution.

La routine quotidienne :

Elle consiste sur un axe divisé par heure et allant de 06 heures du matin à 00 heure, à matérialiser le temps que les femmes consacrent à chaque activité : (allaitement, puisage, cuisson, bain, déjeuner, etc.).

La matrice et le pointage :

Elle permet de classer des problèmes compte tenu de leur intensité ou de leur gravité. Par exemple, entre le gaspillage, le défaut de déclaration des naissances et les conflits, le problème qui cause le plus d'inconvénients recevra le plus de point et sera classé en tête de la pyramide des problèmes.

La Grille de synthèse et d'analyse des problèmes et solutions

Elle a permis aux populations des différentes zones de la commune de dégager les principaux problèmes auxquels elles sont confrontées, d'identifier les causes et les effets, et de proposer des solutions.

A côté de ces outils classiques de diagnostic participatif, des outils d'analyse et de réduction des conflits ont été utilisés. L'équipe a utilisé les mêmes outils que le PLD ancien pour mesurer l'évolution des perceptions et des impacts du conflit.

Le Cadre du conflit

Il s'agit de localiser dans l'espace les conflits existants dans la communauté rurale, d'identifier les parties impliquées dans le conflit et les thèmes conflictuels et positions

Le profil du conflit

Il a permis de donner un aperçu sommaire des causes, de l'ampleur et de l'évolution du conflit dans la commune de Boutoupa Camaracounda. Il facilite la systématisation des informations et leur traitement en vue d'actions concrètes.

Le tableau chronologique du conflit

C'est un instrument très simple qui permet d'établir une liste des faits et événements importants d'un conflit, tels qu'ils se sont succédé dans le temps. Il peut inclure des affrontements armés, des campagnes de recrutement de combattants, des actions de propagande politique, des expulsions de populations, des famines, des initiatives de paix, etc. Le tableau chronologique reflète la perception subjective du conflit par le groupe questionné.

2.5 - Restitution du diagnostic

Il s'agissait de présenter à l'ensemble des acteurs concernés les résultats de l'auto diagnostic. La restitution a connu deux sous étapes : les échanges inter-villageois au sein des zones et la synthèse au niveau communal.

Cette restitution a été une instance où l'ensemble des orientations proposées ont été validées.

2.6 - Elaboration du Plan d'Orientation stratégique

Il s'est agi, à cette étape de prendre en charge les vœux et attentes des populations et de les mettre en cohérence en tenant compte de leur faisabilité.

Cette étape a donc permis de rationaliser et de classifier les choix prioritaires qui deviennent donc des axes stratégiques.

2.7 - Planification des actions

Les actions ont été planifiées à travers trois cadres de référence :

- Le plan d'Actions Prioritaires (PAP) :

Il cristallise les actions jugées prioritaires à mener pour l'atteinte des objectifs fixés. Il s'étend sur 5 ans.

Les activités à inscrire dans le PAP sont retenues sur la base des critères suivants :

- L'urgence de l'activité,
- La faisabilité de l'activité à court et moyen termes,
- L'impact attendu de l'Investissement,
- La capacité de mobilisation des ressources internes
- Le degré de consensus autour de l'activité.

- Le plan Triennal d'Investissement :

Il décline les activités du PAP à mener à court terme, de 2020 à 2022.

- Le plan d'Investissement Annuel pour 2020

C'est la tranche annuelle du PTI pour la première année et contient les activités à très court terme.

Il convient de préciser que le processus a été appuyé et encadré par les experts de la Croix Rouge, l'ARD et les autres services techniques déconcentrés.

Ce processus a mobilisé plusieurs acteurs.

Au niveau du pilotage du processus d'investigation, le cabinet retenu a mobilisé un consultant senior, expert en développement territorial, un statisticien, un sociologue spécialiste du conflit, un superviseur socio – économiste, 5 enquêteurs.

Du côté des populations, la réunion de lancement a mobilisé une cinquantaine d'acteurs (élus, OCB, secteur privé, partenaires, service techniques, commandement territorial). Les enquêtes, y compris les focus group, ont permis de toucher un total de 223 personnes. L'Atelier de restitution a mobilisé 40 participants autour de l'équipe municipale.

Les données qualitatives ont été analysées suivant l'étude du contenu et l'analyse causale.

Les données quantitatives, traitées par le logiciel Sphinx, ont été analysées suivant les critères d'efficacité, de cohérence et de prise en charge du genre.

Les choix stratégiques ont été faits à partir de la pyramide des priorités.

III. APERÇU MONOGRAPHIQUE

Située dans l'arrondissement de Niaguis, département de Ziguinchor, la commune de Boutoupa Camaracounda couvre une superficie de 340 km²¹ Elle est limitée :

- Au Nord par les communes de Niaguis et d'Adéane ;
- Au Sud par la République de Guinée-Bissau ;
- À l'Est par l'Arrondissement de Diattacounda ;
- À l'Ouest par l'Arrondissement de Nyassia.

La carte officielle de boutoupa n'a pu être trouvée et cela après plusieurs recherches. Cependant la carte en dessous nous renseigne sur la position de boutoupa.

3.1 - Caractéristiques physiques

3.1.1 - Le climat

Le climat est de type soudano-guinéen avec une tendance guinéenne très prononcée avec une saison sèche de Novembre à Mai et une autre pluvieuse de Juin à Octobre. La moyenne pluviométrique annuelle est de 1200 mm.

Tableau 1 : Evolution de la pluviométrie de 2015 à 2019

ANNEE	Début pluie	Fin de pluie	Nombre de ml	Nbre de jour de pluie
2015	9 juin	27 octobre	1585,5 ml	En 76 jour
2016	26 mai	30 octobre	1554,4 ml	En 70 jour
2017	8 juin	25 octobre	1263,3 ml	En 70 jour
2018	6 juin	14 octobre	1153 ml	En 61 jour
2019	18 juin	22 octobre	1182,7 ml	En 78 jour

Source : Sous-préfecture de Niaguis

¹ Source : Sous-préfecture de Niaguis.

3.1.2 - Le relief et la végétation

Le relief est constitué d'un grand plateau comportant des vallées à l'intérieur. La commune est pourvue d'une végétation arborée et arbustive avec une prédominance de palmier à huile. Cette végétation abrite une faune riche et variée surtout dans la forêt classée de Bilasse. Le tableau suivant montre la diversité de la faune et leur toponymie.

Tableau 2 : Diversité de la faune

Animal	Toponymie locale			
	Manjacque	Diola	Baïnouck	Mandingue
Biche	Ubaca	Ebonk	Djinèle	Minagho
Porc épic	Ucaagal	Foussagnèle	Boussameul	Ballo
Singe	Ucata	Egnarou	Kogni	Sillo
Hyène	Ugiil	Emoundougho	Moudoum	Soulouwo
Panthère	Uwët	Essamaye	Djigadj	Sollo
Castor	Ufël	Fouyogol	Fallong	Kansollo
Phacochère	Unkumba Brin	Ecoumba karamba	Djifeck bneug	Woulokouno séwo
Chacal	Ucut	Kadjagal	Bapahal	Tahê
Ecureuil	Utëfël	Emeup	Djimape	Kéringho
Boa	Ucai upëmp	Yéw	Bounine	Miniyangho
Pigeon vert	Uleceec	Foulimbécor	Boulététo	Mampata pira piro
Epervier	Upiil	Elet	Boupan	Séling
Perroquet	Uncac	Ekékour	Diarry	Dioba
Charognard	Ujugri	Egoutoume	Diougoudi	Douwo
Perdrix	Ujëku	Fohafou	Bakaq	Wolo

Source : enquêtes PDC 2019

3.1.4 - Les ressources en eau

Le réseau hydrographique est constitué principalement par le marigot de Guidel. Il existe cependant plusieurs vallées inondables à Baraka Pakao, Mpack, Baraka Bounao, Laby Sink, Bambadinka, Niaféna, Boffa, Bindialoum, Baraka Patata, Santhiaba Manjacque.

La Commune de Boutoupa Camaracounda possède aussi dix-neuf (19) bassins de rétention d'eau pluviale à Boffa (2), Guidel Bambadinka (2), Laty (2), Baraka Bounao (1), Baraka Pakao (1), Baraka Patata (1), Boutoupa (1), Camaracounda (1), Bindialoum Baïnounck (2), Mpack (1), Bourofaye Diola (1), Niaféna (1), Samick (1), Tendaba (1).

Le niveau de la nappe phréatique varie entre 8 et 21 mètres de profondeur.

3.2. Caractéristiques humaines

La Commune de Boutoupa Camaracounda est composée de 24 villages dont 13 abandonnés. Elle abrite une population estimée à 11 080 habitants, répartis sur une superficie de 340 km², soit une densité de 32 hbts/ km².

La Commune est cosmopolite, on y a recensé une dizaine de groupes ethniques parmi lesquels on peut citer : les diolas, les manjacques, les baïnoucks, les mandingues, les mancagnes, les balantes, les wolofs, les sérères, les peulhs et les pépèls.

Au plan religieux, les musulmans sont majoritaires dans la commune, suivis des chrétiens et des animistes.

Le statut des ménages de la commune est dominé par la polygamie mais le nombre de ménages dirigés par des femmes a connu une nette augmentation en raison du conflit.

IV. LECONS TIREES DE L'ANCIEN PLD

L'ancien PLD de Boutoupa Camaracounda datant de 2008 est loin d'être un succès. Il n'a pas été réellement mis en application pour diverses raisons qu'il s'agit de capitaliser pour éviter les erreurs du passé.

4.1. Les lacunes de fond

Sur le fond, deux facteurs expliquent l'échec de la mise en œuvre du PLD :

- L'absence de mesures pour dynamiser le conseil rural, principal acteur

Le conseil rural était le principal acteur du PLD. Paradoxalement, aucune mesure n'était prise pour renforcer son efficacité et son leadership dans la famille d'acteurs locaux. Cela est dû au faible dynamisme du bureau du conseil municipal, des commissions et du conseil lui-même. La plupart des actions programmées n'ont eu aucune suite.

- L'absence de stratégie de mobilisation financière

Un plan de développement doit d'abord compter sur des ressources endogènes plus ou moins stables. Or, les moyens budgétaires de l'ancien conseil étaient dérisoire et peu susceptibles de financer les actions d'envergure prévues dans le plan. La mise en place d'une stratégie de mobilisation des recettes devait être le préalable pour la responsabilisation du conseil comme bailleur principal du PLD, surtout que le Code Général des Collectivités Territoriales classe parmi les dépenses obligatoires, celles destinées au financement des actions du plan local.

4.2. Les lacunes méthodologiques

Au point de vue de la démarche de mise en œuvre, la lacune principale observée est l'absence d'un cadre participatif et représentatif chargé du pilotage et du suivi du PLD. Le conseil rural ne pouvait à lui seul jouer ce rôle à l'exclusion des autres acteurs locaux.

Dans ce même sillage, il faut relever la faible appropriation du plan par les acteurs locaux comme facteur d'échec.

V. BILAN DIAGNOSTIC

5.1. Situation des activités économiques

5.1.1. L'agriculture

- Des conditions physiques favorables

L'agriculture jouit de conditions pluviométriques favorables, de sols riches et variés et donne une production assez diversifiée. La commune est l'une des plus pluvieuses du pays. La présence des eaux de surface issues d'une bonne pluviométrie prédispose la zone à la riziculture et aux autres cultures irriguées.

- Une activité économique dominante

Le diagnostic de l'ancien PLD reste d'actualité. En effet, l'agriculture occupe la majeure partie de la population et constitue l'activité dominante pour les populations n'ayant pas émigré. Hormis les espaces occupés par les établissements humains, les forêts et les zones minées, toute la superficie restante est effectivement emblavée par les populations. Il ne reste pendant l'hivernage que très peu de place pour les animaux de la commune. La riziculture demeure l'activité agricole dominante. Des spéculations telles que l'arachide, le mil, le sorgho, le niébé, la patate douce et le taro sont aussi cultivées.

Le maraîchage pratiqué surtout par les groupements féminins se développe dans la commune. Il constitue une source non négligeable de revenus. Cependant les femmes sont souvent confrontées à des problèmes d'eau au niveau de leurs blocs maraîchers à cause de la mauvaise qualité des puits qui s'affaissent la plupart du temps en hivernage. L'absence de clôture de ces blocs est aussi une préoccupation pour ces dernières, car elle expose les cultures à des dangers provenant surtout des animaux.

Tout comme le maraîchage, l'arboriculture est aussi très développée avec la multitude de vergers qui sont aujourd'hui inexploités à cause de la crise qui sévit dans la région. Cette activité procurait naguère des revenus non négligeables.

- La persistance de contraintes qui affectent la production et la commercialisation

Les performances de l'agriculture sont limitées par :

- La salinisation des terres,
- Les contraintes de l'écoulement de certains produits dûes à l'enclavement :

- L'inexploitation de nombreuses superficies fertiles en raison de l'insécurité et de la présence des mines dans les zones de culture, etc.
- **Une activité brisée par le conflit**

Le principal problème économique de la commune de Boutoupa Camaracounda réside dans le fait que l'agriculture, principale activité de subsistance est inhibée par les conséquences du conflit. D'une part, les villages non sécurisés n'abritent aucune activité agricole significative malgré la fertilité des terres ; d'autre part, dans les villages sécurisés les superficies exploitées s'avèrent insuffisantes du fait de la croissance démographique liée à l'accueil des populations déplacées.

5.1.2. L'élevage

- **Des ressources pastorales disponibles**

Même si l'espace de déploiement de l'élevage est limité par la présence des mines, les ressources pastorales (eau et pâturages) sont abondantes du fait de conditions climatiques favorables. Le pâturage naturel et les sous-produits agricoles sont les principales sources d'alimentation des animaux.

- **Une activité plus culturelle qu'économique**

L'élevage ne profite pas assez des conditions physiques favorables. Il est de type sédentaire et demeure une activité résiduelle. Il n'a pas suscité un grand marché de bétail et demeure plutôt domestique et au service des cérémonies familiales.

- **Un problème majeur : le vol de bétail**

Le conflit a créé un terrain favorable à la commission d'infractions comme le vol de bétail. Aujourd'hui, dans un contexte d'apaisement, le vol de bétail se poursuit même dans les zones dites sécurisées. La fréquence et l'impunité des vols découragent les populations et les détournent de cette activité. Ainsi les bovins sont quasi absents du décor pastoral et on retrouve quelques ovins, caprins et porcins parqués dans les maisons.

5.1.3. La pêche

- Une activité peu prisée

Dans la commune de Boutoupa Camacounda la pêche n'est pas considérée comme une pratique économiquement rentable, mais comme une petite activité de subsistance. Elle est circonscrite au marigot de Guidel où des carpes et mulets sont capturés pour la consommation domestique. Les opportunités de pisciculture existent mais ne sont pas exploitées faute de créativité économique et de moyens techniques et financiers.

- Des facteurs limitant

Les contraintes relevées par le PLD sont liées à l'insécurité, le manque de matériel (pirogues, filets, moteurs), la mortalité des palétuviers, la disparition de certaines espèces de poissons à cause de la salinité et l'utilisation parfois de mailles inadaptées.

5.1.4. L'artisanat

L'artisanat n'est pas une activité prisée dans la zone alors qu'il pouvait être une alternative au déperissement des activités agricoles. Il est tout de même pratiqué par quelques acteurs isolés, pas suffisamment qualifiés et confrontés à des problèmes de qualité des produits et d'écoulement.

5.1.5. Le commerce

Le petit commerce est l'une des principales alternatives au déperissement des activités institutionnelles suite aux impacts du conflit. 44 boutiques ont été recensées dans la commune dont 10 dans le village centre et 20 dans la localité de Mpack, proche de Ziguinchor. Les propriétaires de ces boutiques s'approvisionnent en demi gros à Ziguinchor et revendent en détail dans le village. On retrouve aussi des produits d'origine Bissau guinéenne dans ces boutiques.

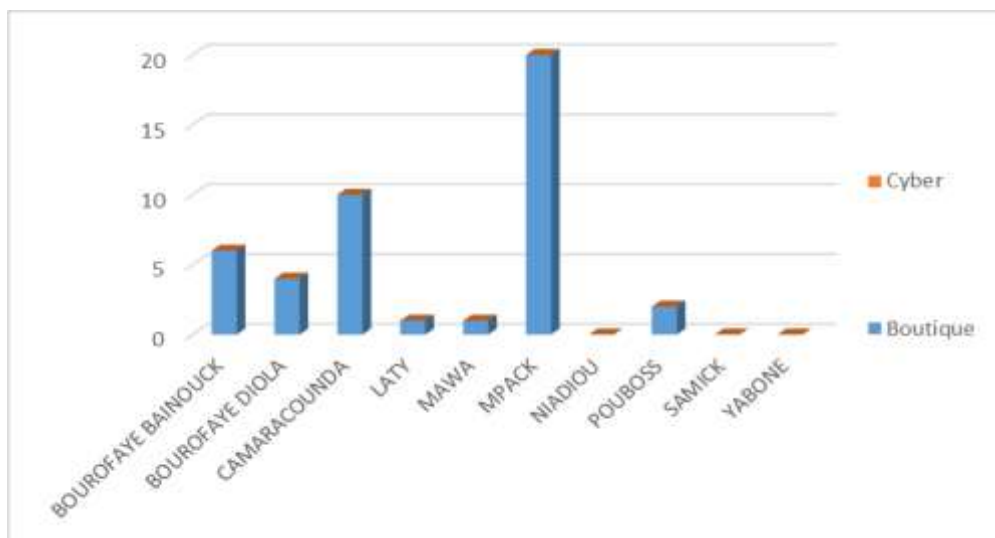
La commune renferme également de petites boutiques informelles dissimulées dans les maisons, où des produits alimentaires de base comme le lait et le sucre sont vendus.

Paradoxalement, le commerce des produits agricoles, pastoraux et halieutiques est très faible dans la commune.

Tableau 3 : Répartition des boutiques dans les villages

Villages	Boutique
BOUROFAYE BAINOUCK	6
BOUROFAYE DIOLA	4
CAMARACOUNDA	10
LATY	1
MAWA	1
MPACK	20
NIADIOU	0
POUBOSS	2
SAMICK	0
YABONE	0
Total général	44

Graphique 1 : Répartition des boutiques et cyber



Source : Enquêtes PDC 2019

5.1.6. L'exploitation forestière

La commune de Boutoupa Camaracounda dispose d'un patrimoine ligneux dense et varié, incluant une forêt classée d'une superficie de 3 900 ha.

La forêt fait l'objet d'une exploitation domestique pour les besoins de la construction et de l'alimentation. La cueillette pouvait être une activité assez lucrative, mais elle est limitée par les mines.

L'exploitation de la noix d'anacarde, prise isolément, est une activité en plein essor et procure des revenus substantiels aux producteurs. Mais l'activité est mal organisée, peu contrôlée et donc rebelle à toute systématisation à l'échelle communale.

La forêt fait aussi l'objet d'une exploitation clandestine et abusive de bois par des populations de la commune et des ressortissants des pays limitrophes.

La synthèse du diagnostic laisse apparaître des opportunités économiques inexploitées :

- les retombées fiscales de l'exploitation des carrières : les autorisations d'exploitation des carrières sont délivrées par l'Etat sur le territoire de la commune qui ne peut s'y opposer. Toutefois les communes peuvent prélever des droits de stationnement sur les exploitants. Dans la commune de Boutoupa Camaracounda, cette opportunité échappe au conseil municipal.

- le tourisme intégré : la commune regorge de potentialités touristiques, sans doute inhibées par le conflit (végétation luxuriante, proximité de la frontière Bissau guinéenne, faune diversifiée, etc.). Celles-ci ne sont pas exploitées et aucun campement digne de ce nom n'accueille des visiteurs. Le tourisme constitue une opportunité pour l'emploi des jeunes dans un contexte d'apaisement du conflit.

- la transformation des fruits et légumes : l'agriculture et le maraîchage sont les activités les plus prisées dans la commune, mais connaissent un problème d'écoulement des produits. Cela fait naître un problème de conservation au moment où la commune ne dispose pas d'unités de transformation des fruits et légumes. La mangue et l'anacarde, par exemple, très abondantes, ne sont pas transformées et une bonne partie est livrée à la pourriture.

- la micro finance : la microfinance ou systèmes financiers décentralisés (SFD), désigne l'ensemble des services financiers d'épargne et de crédit offerts à des petits opérateurs économiques des zones rurales et du secteur informel. Elle se présente comme la principale alternative de financement des exclus du système bancaire classique d'où l'appellation « banque des pauvres ». De plus en plus, les femmes de la commune intègrent des systèmes de tontine mais les sommes mobilisées sont généralement insuffisantes pour financer des activités économique d'une certaine envergure. La force de ces épargnes dites informelles réside dans leur souplesse mais aussi dans les causes sociales qui fondent leur création :

solidarité, identification à un quartier, une confrérie, un métier. Des services modernes de microfinance doivent être mis en place pour permettre aux plus pauvres de la commune d'accéder plus facilement au crédit et de financer leurs micro-projets individuels ou collectifs.

- La coopération décentralisée : elle est faible et l'équipe municipale n'est pas suffisamment offensive pour capter de nouveaux partenaires nationaux ou internationaux et développer des projets au bénéfice des populations. La commune devrait réaliser, d'une part un document de présentation montrant ses atouts économiques, culturels et touristiques pour attirer des partenaires décentralisés et, d'autre part, un document indiquant les partenaires potentiels, leur centre d'intérêts et leurs attentes.

5.2. Situation de l'accès aux services sociaux de base

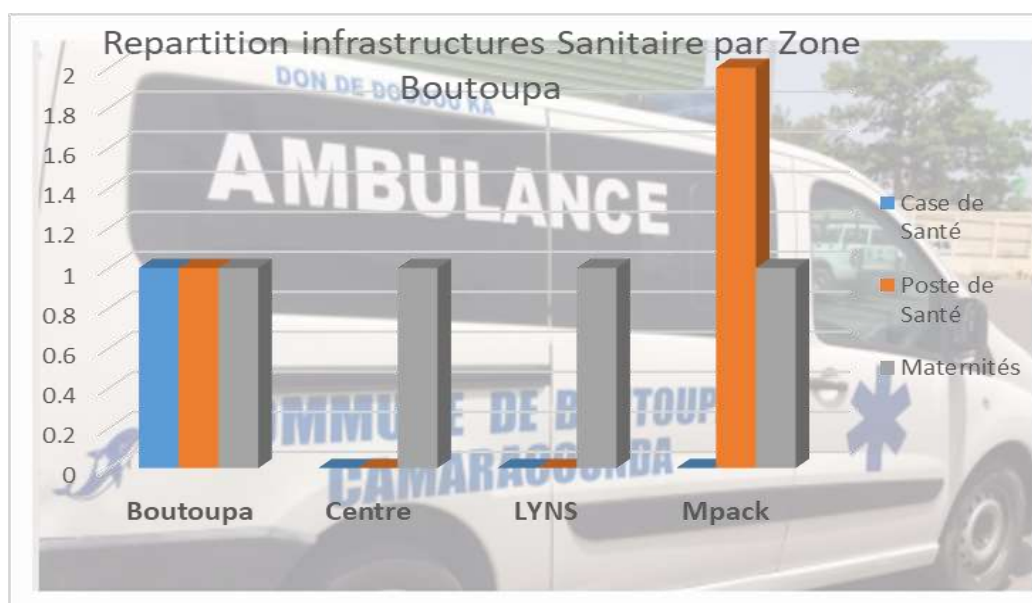
5.2.1. La santé

Tableau 4: Répartition des infrastructures sanitaires par zone

Zone	Case de Santé	Poste de Santé	Maternités
Boutoupa	1	1	1
Centre	0	0	1
LYNS	0	0	1
Mpack	0	2	1
Total	1	3	4

Source : Enquêtes PDC 2019

Graphique 2 : Infrastructures sanitaires



Source : Enquêtes PDC 2019

Toutes les structures de santé existantes sont fonctionnelles. On note cependant un déséquilibre entre les différentes zones avec une forte concentration dans les zones de Boutoupa et Mpack. Le poste de santé de Boutoupa Camaracounda est exigu et n'est doté ni d'une maternité fonctionnelle, ni d'un logement pour l'infirmier. Il doit donc faire l'objet d'une extension et d'une réhabilitation.

Le nombre de maternités est très faible (une seule par zone), ce qui inhibe la prise en charge rapide et de proximité de la santé reproductive des populations.

La commune doit être dotée de nouvelles infrastructures sanitaires car, avec le retour des populations déplacées, la demande en soins de santé est de plus en plus forte.

Les autres problèmes évoqués par les usagers des structures sanitaires sont :

- Les pénuries de médicaments ;
- L'insuffisance de personnel médical qualifié ;
- La faiblesse de la communication préventive venant du personnel de santé ;
- La vétusté des locaux sanitaires ;
- Les difficultés d'accès aux soins du fait de l'enclavement de certains villages.
- La faiblesse du plateau médical.

Par ailleurs, la collecte des statistiques de santé à l'échelle communale n'est souvent pas systématique et les données ne sont pas toujours ventilées ni analysées selon l'âge, le sexe, la situation socio-économique et des paramètres démographiques et autres qui seraient utiles pour résoudre les problèmes des groupes vulnérables et marginalisés et bâtir une politique locale de santé basée sur la maîtrise des contraintes et attentes. On sait relativement peu de choses sur les facteurs économiques et sociaux qui influent sur la santé des fillettes et des femmes de tous âges, sur les services de santé dont elles bénéficient et la manière dont elles les utilisent, ainsi que sur la qualité des programmes de prévention et de santé qui leur sont destinés.

Les différents focus groups sur la santé ont montré que les adolescentes ont un faible recours aux soins de santé sexuelle et reproductive alors qu'elles ont de nombreux motifs pour y accéder :

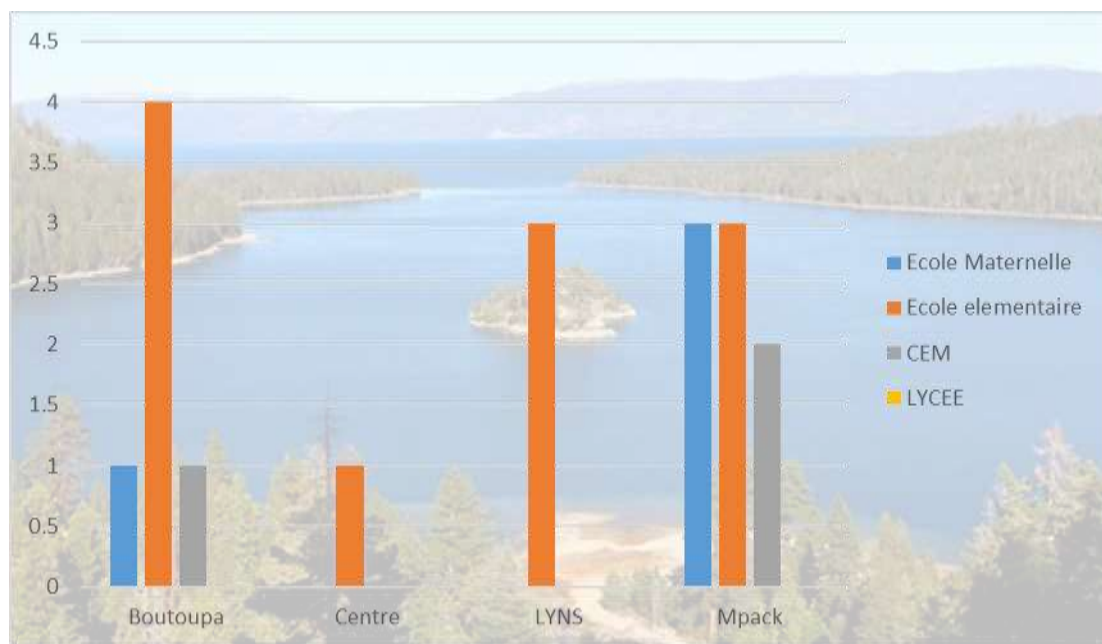
- Sexualité précoce
- Grossesse précoce et/non désirées
- Suites psychologiques et physiques d'un mariage forcé
- Hygiène menstruelle
- Troubles de la puberté, etc.

5.2.2. L'éducation

Tableau 5 : Récapitulatif des infrastructures scolaires par zone

Zone	Ecole Maternelle	Ecole élémentaire	CEM	LYCEE
Boutoupa	1	4	1	0
Centre	0	1	0	0
LYNS	0	3	0	0
Mpack	3	3	2	0
Total général	4	11	3	0

Graphique 3 : Infrastructures scolaires par zone



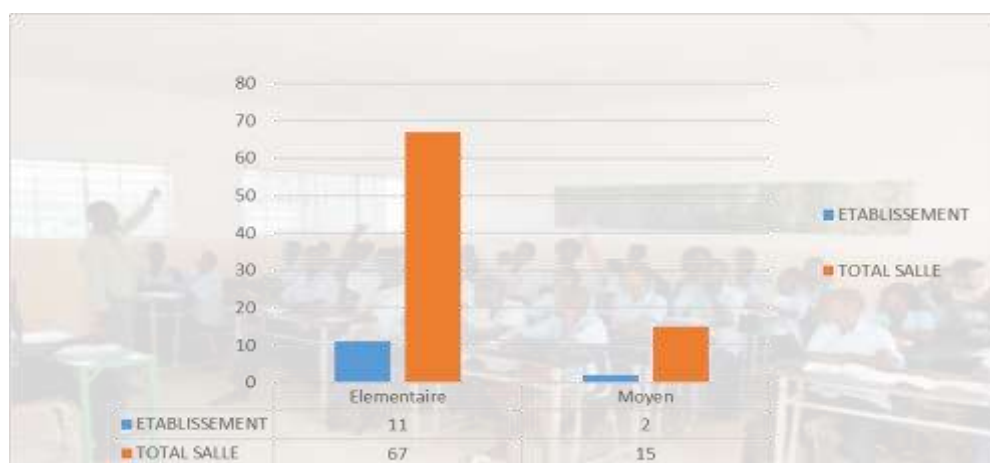
Source : enquêtes PDC 2019

Tableau 6 : Etablissements et salles de classe

NIVEAU	ETABLISSEMENT	TOTAL SALLE
Elémentaire	11	67
Moyen	2	15
Total général	13	82

Source : Enquêtes PDC 2019

Graphique 4 : Etablissements et salles de classe



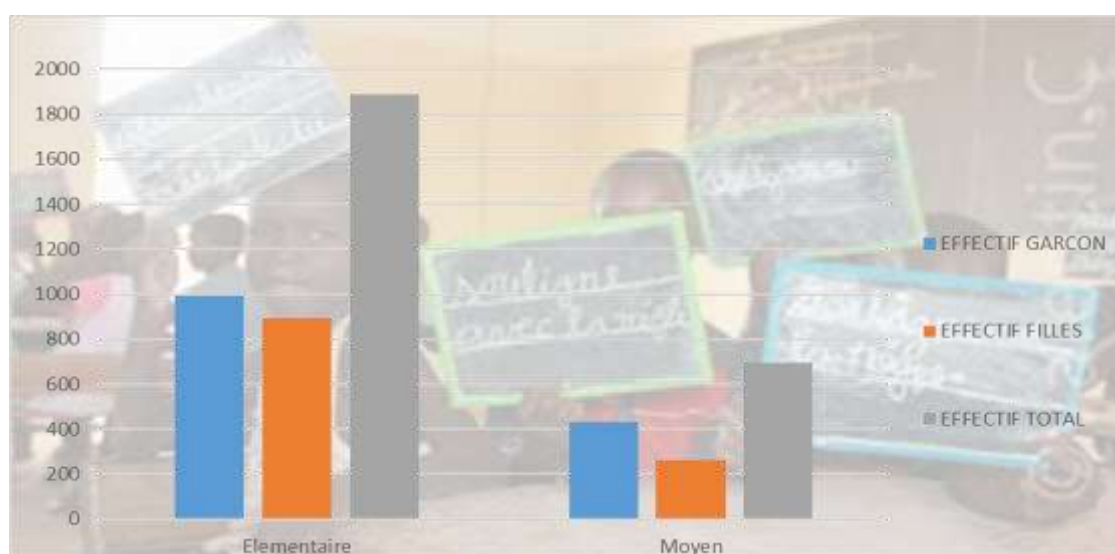
Source : Enquêtes PDC 2019

Tableau 7 : Effectifs filles/garçons

NIVEAU	EFFECTIF GARCON	EFFECTIF FILLES	EFFECTIF TOTAL
Elémentaire	993	894	1887
Moyen	431	262	693
Total général	1424	1156	2580

Source: Enquêtes PDC 2019

Graphique 5 : Effectifs filles/garçons



Source: Enquête PDC 2019

Le diagnostic montre :

- L'insuffisance des écoles maternelles
- L'insuffisance des collèges
- L'absence de lycée.

Le nombre d'établissement (13) n'a pas augmenté depuis 2008.

Le conflit et l'insécurité ambiante ont conduit à la fermeture de 7 écoles (Baraka Bounao, Binjaloum Manjacque, Boffa, Guidel, Laty, Niadhiou et Yabone, dont trois seulement sont réouvertes à ce jour : Barka Bounao, Laty et Niadhiou. Les écoles fonctionnelles se plaignent d'équipements, de toilettes insuffisantes et séparées (filles/garçons), de matériel scolaire et de clôture de sécurité. Les capacités d'accueil s'avèrent largement insuffisantes compte tenu du retour progressif des populations déplacées.

Au niveau des effectifs, les filles sont en deçà des garçons et leur nombre baisse à mesure qu'on avance dans le cycle. Les mariages précoces et grossesses non désirées continue d'affecter le maintien des filles à l'école. De manière générale, l'environnement scolaire n'est pas encore assez sécurisant pour les filles.

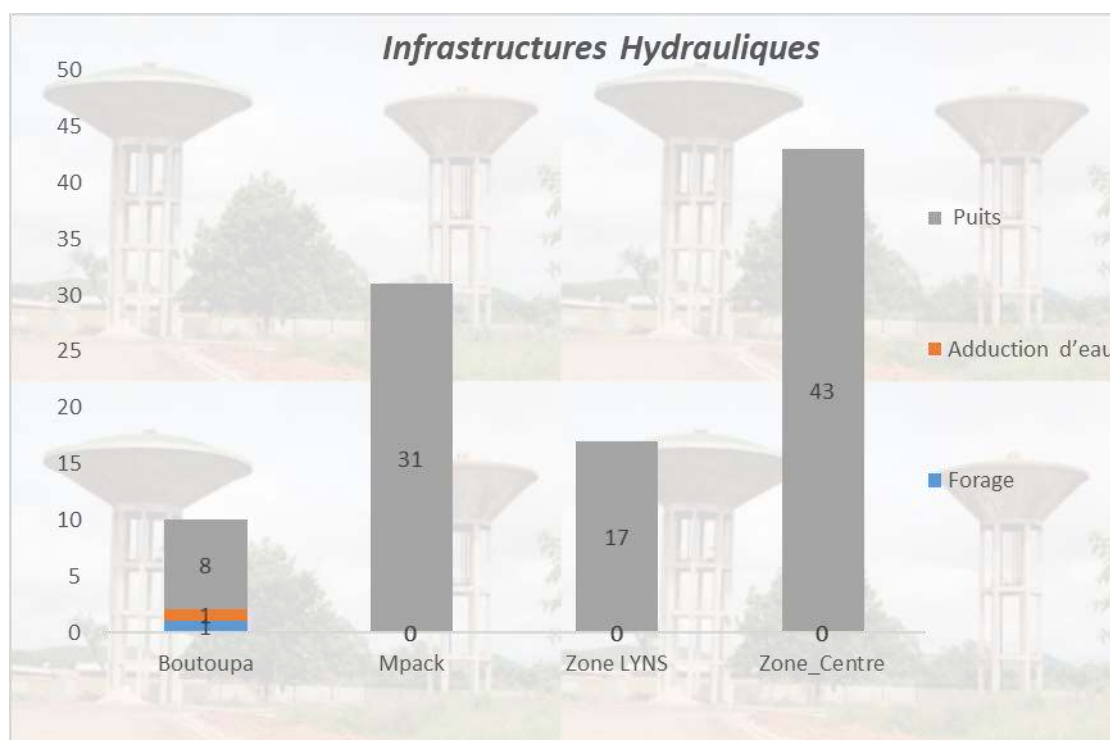
5.2.3. L'hydraulique rurale

Tableau 8: Infrastructures hydrauliques

Zone	Forage	Adduction d'eau	Puits
Boutoupa	1	1	8
Mpack	0	0	31
Zone LYNS	0	0	17
Zone_Centre	0	0	43
Total général	1	1	99

Source : Enquêtes PDC 2019

Graphique 6 : Infrastructures hydrauliques



Source : Enquêtes PDC 2019

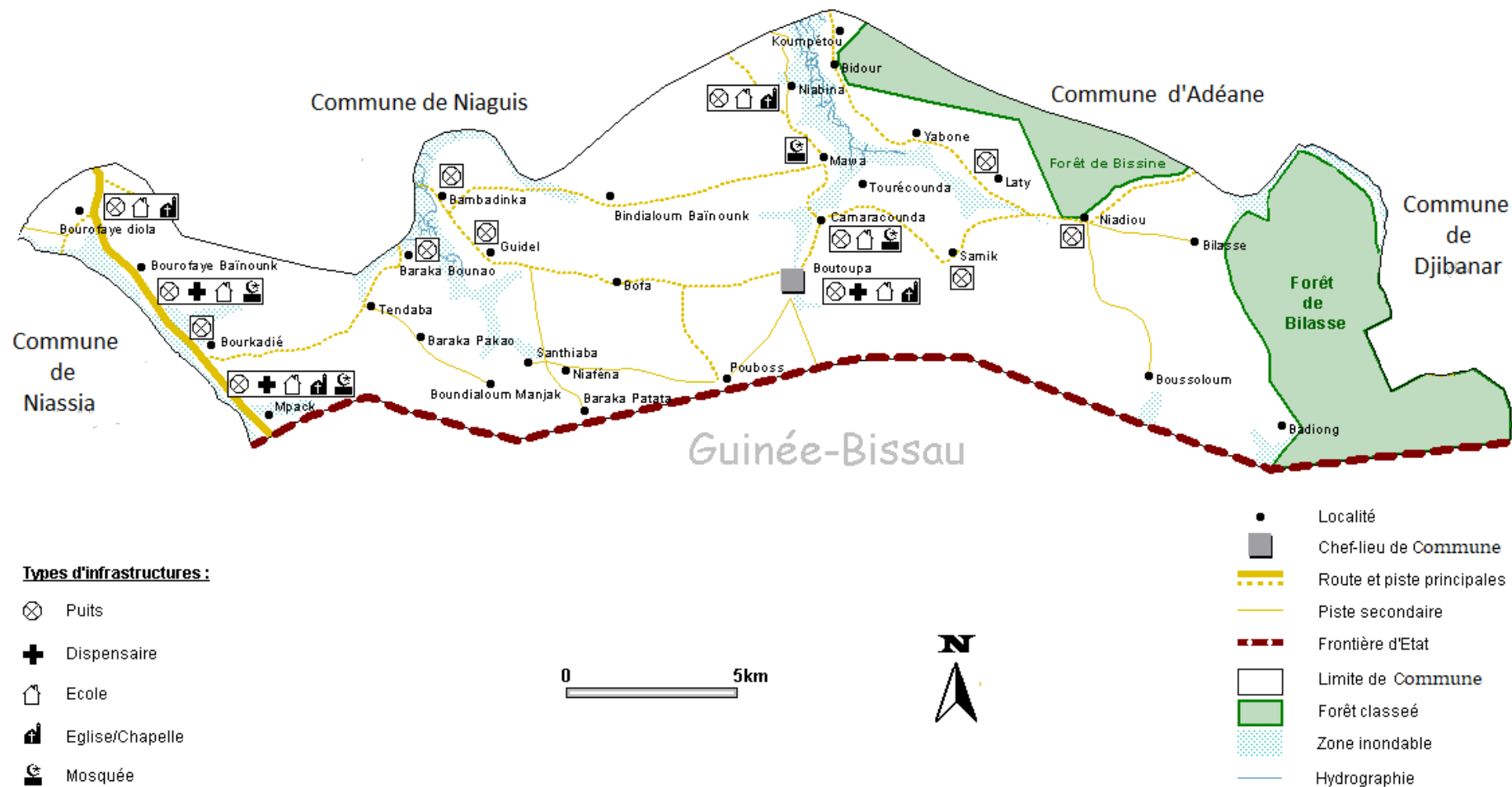
La commune de Boutoupa Camaracounda compte un seul forage situé dans le village centre et doté d'un réseau d'adduction. Les autres villages ont recours à l'eau du puits pour la consommation domestique.

5.2.4. Désenclavement et infrastructures

La commune de Boutoupa Camaracounda est l'une des plus enclavées de la région. A l'heure actuelle, aucune route bitumée ne mène au Chef-lieu de commune. Les pistes pour y accéder sont cahoteuses.

Les infrastructures sont faibles aussi bien en quantité qu'en qualité (vétusté du fait du manque d'entretien et de renouvellement). Depuis 2008, la commune ne s'est enrichie que de deux marchés non fonctionnels et d'un terrain de football. Ainsi, la carte des infrastructures réalisée par l'ancien PLD reste d'actualité.

Commune de Boutoupa Camaracounda: Localisation des Infrastructures



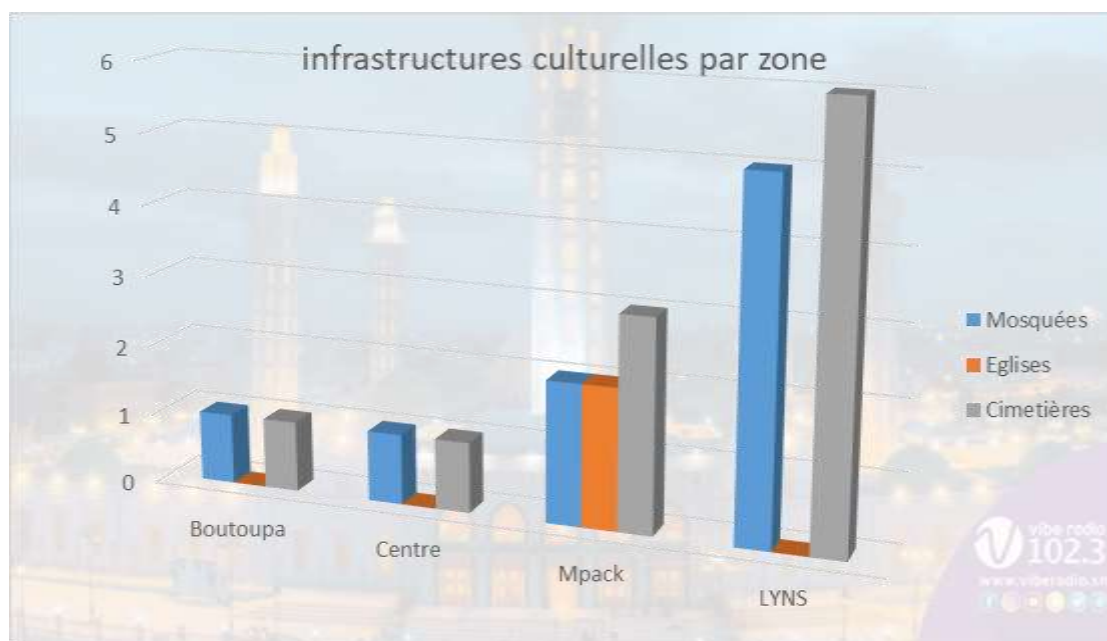
L'absence d'infrastructures routières, l'insécurité et la situation frontalière ont contribué à isoler la commune. La mobilité interne ainsi que l'acheminement des produits agricoles et forestiers vers les marchés externes sont limités par les problèmes de voies de communication.

5.2.5. Culture

Tableau 9 : Répartition des infrastructures culturelles

Zones	Mosquées	Eglises	Cimetières
Boutoupa	1	0	1
Centre	1	0	1
Mpack	2	2	3
LYNS	5	0	6
Total général	9	2	11

Graphique 6: Répartition des infrastructures culturelles



Source : Enquêtes PDC 2019

Les infrastructures et équipements culturels sont jugés insuffisants et mal entretenus. La zone de Boutoupa, englobant le village chef-lieu de commune ne dispose que d'une mosquée, un cimetière et ne compte aucune église. La répartition des infrastructures culturelles ne répond à aucune logique. La commune ne dispose pas d'une politique publique locale de construction des infrastructures culturelles dans les zones de forte demande (gros villages et autres zones peuplées). Cet aspect de la vie sociale est délaissé par le conseil municipal à l'image des cimetières délabrés alors que leur entretien est considéré par la loi comme une demande obligatoire.

5.2.6 - Prise en charge des besoins spécifiques des femmes

Les femmes de la commune de Boutoupa Camaracounda vivent plusieurs contraintes insuffisamment prises en charge par la commune et l'Etat. Plus touchées par les déperditions scolaires, les filles une fois adultes, ne bénéficient pas toujours des programmes d'alphabétisation et des formations qualifiantes. L'absence d'opportunités de formation dans la commune les maintient dans des activités aléatoires et de faible envergure comme le petit commerce.

Comme la plupart des femmes rurales, les femmes de la commune sont accablées par des travaux ménagers très exigeants en temps et en énergie qui les détournent des activités économiques rentables.

Les femmes de Boutoupa Camaracounda ont souffert du conflit à trois niveaux : d'abord, elles ont été victimes des mêmes violations graves que celles subies par les hommes (enlèvements, séquestration, tortures, exécutions sommaires) ; ensuite, elles ont subi des agressions graves liées à leur condition de femme (viols, harcèlement, humiliations, avortements forcés, etc.) ; enfin, elles constituent la majorité des victimes «indirectes» en tant que mères, épouses, filles ou parentes des hommes détenus, tués ou disparus.

Si le déminage est une urgence dans la commune et une condition indispensable au retour sécurisé des personnes déplacées et réfugiées, il doit être fait en tenant compte de toutes les pistes, en particulier celles empruntées par les femmes pour leurs activités économiques ou communautaires.

Par ailleurs, les traumatismes consécutifs aux violences physiques et psychologiques ont suscité des réactions graves comme la révolte, la fuite, le déséquilibre dans le comportement et l'extrême nervosité. Il apparaît que de nombreuses maladies psychosomatiques ont pris de l'ampleur dans le conflit comme l'hypertension et les problèmes gastriques liés à l'angoisse. La prise en charge psychologique des femmes victimes du conflit est largement insignifiante. Outre les centres d'écoute créés par l'UNICEF, elle est assurée sur le plan traditionnel par des guérisseurs, marabouts et prêtresses qui ne peuvent pas toucher toute la population concernée. Au plan moderne les hôpitaux et les centres d'écoute qui prennent en charge psychologiquement les femmes en détresse ne disposent pas de personnel et de logistique suffisants. Les troubles psychologiques affectent les personnes à des degrés différents, en relation avec leur personnalité, l'environnement social, le vécu personnel etc. et dans bien des cas, il faut un traitement au cas par cas.

C'est ainsi que la PFPC à travers son « Document Stratégique sur la Voix des femmes pour la Paix en Casamance » demande à l'Etat, à ses démembrés et à leurs partenaires un soutien psychologique et d'autres services destinés aux femmes et aux enfants portant des séquelles graves du conflit. Au-delà des victimes de violences et de mines, une prise en charge économique doit être adressée aux femmes déplacées dont une bonne partie est restée en Guinée Bissau.

Par ailleurs, l'accès des femmes à la terre productive reste faible dans la commune. Elles occupant des espaces étriquées pour le petit maraîchage et travaillent simultanément dans les champs des hommes. Les hommes, dans l'ensemble, estiment que puisqu'il leur incombe de financer les charges de la famille y compris donc les besoins financiers des femmes, il est normal qu'ils contrôlent les ressources génératrices de revenus. Le rôle des femmes serait donc, non pas de contrôler des ressources foncières au même titre que l'homme, mais d'aider les hommes à exploiter les ressources qu'ils contrôlent déjà.

Au-delà de la terre, principal facteur de production en milieu rural, les femmes de Boutoupa Camaracounda éprouvent encore des difficultés à accéder au crédit, au matériel agricole, aux innovations technologiques destinées à booster la production.

5.2.7. Jeunesse et sport

Comme dans la plupart des communes du Sénégal, les jeunes, faute d'opportunités économiques, sont candidats à l'exode rural et même à l'émigration clandestine.

Par ailleurs, les jeunes sont faiblement présents dans le conseil municipal: 2 jeunes sur 40 conseillers, soit 5%.

Les infrastructures sportives et de loisirs sont largement déficitaires. Mais il semble que les jeunes manifestent beaucoup plus d'engouement pour les activités sportives et récréatives (navétanes) que pour le développement économique local.

Tableau 10 : Infrastructures de jeunesse

zones	foyers	Terrain de sport	Centre de formation
Boutoupa	1 camaracounda	1	0
Mpack	2 Mpack et brofaye bainouk	0	0
Zone lins	0	0	0

Source : enquêtes PDC 2019

5.2.8. L'habitat et l'aménagement

On note un grand désordre dans l'occupation de l'espace. La commune a initié des lotissements, mais il semble que les populations préfèrent l'habitat spontané dans des zones assainies, parce qu'elles sont habituées à l'habitat de type rural qui est en général de type traditionnel avec une toiture en zinc et des murs en banco.

En outre, au niveau des villages abandonnés, les habitations sont en ruine et nécessitent d'être réhabilitées.

La commune ne dispose pas d'un plan directeur d'urbanisme. Elle n'exerce pas les compétences qui lui reviennent dans ce domaine.

En fait, les compétences de la commune en matière d'urbanisme se résument en deux catégories. Nous avons d'une part les compétences techniques qui renvoient à l'ensemble des prérogatives octroyées aux collectivités territoriales dans le cadre de « l'élaboration du plan directeur d'urbanisme (PDU) du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU), des plans d'urbanisme de détail des zones d'aménagement concerté, de rénovation urbaine et

de remembrement »². D'un autre côté, elle détient des compétences administratives. Il s'agit de l'ensemble des compétences relatives à « la délivrance des accords préalables de certificats d'urbanisme; la délivrance des autorisations de construire à l'exception de celles délivrées par le ministre chargé de l'urbanisme; la délivrance de permis de démolir et de clôturer; l'autorisation d'installation et de travaux divers.

L'autorisation de lotir au niveau communal est délivrée par le ministère de l'urbanisme après avis du conseil municipal. La propriété des terrains immatriculés du domaine national reste à l'Etat dans le cadre des lotissements des terrains du domaine national des zones urbaines.

Après toutes les opérations de lotissement, la commission d'attribution des parcelles se réunit pour procéder à la répartition des lots. Cette commission présidée par le maire est composée comme suit :

- *le receveur des Domaines ;*
- *le chef de service du Cadastre ;*
- *le chef de service de l'Urbanisme ;*
- *le chef des services techniques communaux ;*
- *un conseiller municipal ;*
- *le ou les délégués du ou des quartiers concernés ou limitrophes.*
- *les fonctions de rapporteur et de secrétaire de la commission sont remplies par le receveur des domaines.*
- *La commission peut s'adjoindre toute personne qualifiée pour éclairer ses décisions.*

La commune de Boutoupa Camaracounda devrait donc :

- *Procéder à des lotissements dans les villages peuplés ;*
- *Procéder à des restructurations dans les gros villages (aménagement des zones non loties, vétustes ou insalubres) ;*
- *Entreprendre des opérations d'alignement.*

² Article 319 du code général des collectivités locales

5.2.9. L'électrification rurale

La commune ne bénéficie pas de l'électrification, malgré une demande constante formulée par les populations à travers le conseil municipal et les OCB. L'obscurité dans la commune favorise l'insécurité.

Certains équipements ruraux comme les forages, les moissonneuses et des motos-pompes devraient pouvoir fonctionner avec l'électricité. Il s'agit d'alléger la facture trop lourde des producteurs et leur permettre d'être plus compétitifs sur le marché.

L'électrification rurale au service des activités économiques et des services sociaux est une solution qui doit être empruntée par les collectivités locales du Sénégal dont la plupart est dépourvue de moyens pour payer à temps la facture d'électricité. C'est une alternative coûteuse au départ, mais très bénéfique, à l'arrivée. Le retour d'investissement intervient dans seulement quelques années. Mais cette solution a besoin de l'accompagnement de l'Etat, dans les premières années, en ce qui concerne l'entretien des infrastructures et l'extension.

5.2.10. Environnement et assainissement

On note dans la commune une dégradation sensible des ressources en eau à cause des intrusions salines, ce qui pose à la fois des problèmes environnementaux (modification des écosystèmes) et économiques (recul de l'agriculture). A cela, il faut ajouter les coupes abusives de bois qui réduisent le couvert végétal et donc la faune. La forêt classée de Bilasse d'une superficie de 3 500 hectares n'est pas suffisamment protégée. Le bois y est coupé abusivement et les feux de brousse y sont fréquents.

On observe également une mauvaise occupation de l'espace, due à l'absence de lotissement et à l'habitat désordonné sur lequel le conseil municipal n'a aucune emprise.

Le réseau d'assainissement est quasi inexistant. Généralement ce sont les populations qui construisent des latrines de fortune et creusent des fosses. Il convient d'accroître l'accès des populations à l'assainissement par la réalisation de latrines familiales et l'installation de toilettes publiques dans les lieux d'affluence d'une part et, d'autre part, la construction de réseaux d'assainissement semi-collectif d'évacuation des eaux usées et de gestion des boues de vidange.

La gestion des déchets s'effectue à l'échelle familiale par les systèmes traditionnels de l'enfouissement et de l'incinération.

5.3. Les acteurs clés de la commune

5.3.1 - Le conseil municipal

Le conseil municipal renferme les caractéristiques suivantes :

Tableau 11 : caractéristiques du conseil municipal

Critères	Hommes	Femmes
Nombre	20	20
Instruits (scolarisés)	20	10
Réélu(e)s	05	01
Moins de 35 ans	01	01

Les jeunes sont faiblement représentés et le taux de réélection est assez faible surtout chez les femmes.

L'ancien conseil rural de Boutoupa Camaracounda était composé de 28 membres dont deux femmes. L'actuel conseil municipal est composé de 40 membres dont 20 hommes et 20 femmes. L'application de la loi sur la parité a sensiblement relevé le taux de présence des femmes dans le conseil. Mais au-delà de l'objectif de parité numérique, il urge de renforcer les capacités des femmes élues, soumises à plusieurs contraintes sociales et politiques, afin d'optimiser leur contribution à l'effort local de développement.

Le phénomène de l'isolement des femmes dans les sessions du conseil est bien connu. Elles occupent rarement les premières places et s'isolent ensemble dans un coin de la salle, ce qui laisse percevoir la transposition dans la sphère publique de la soumission des femmes dans la sphère privée.

Les entretiens effectués montrent que la parole est quasiment accaparée par les hommes lors des séances du conseil. L'absence d'information sur les thèmes abordés est, selon les femmes rencontrées, la principale raison de cette situation.

La moitié des femmes élues ne sont pas instruites et cela constitue une lacune. L'instruction n'est pas forcément un gage de compétence, mais elle est importante pour le travail de l'élue, en ce sens qu'elle permet :

- La prise de notes lors des réunions, notamment pour la restitution auprès des populations ;
- La compréhension plus rapide de la réglementation relative à la décentralisation ;
- La maîtrise des procédures budgétaires ;
- La réduction du recours à des personnes instruites mais étrangères au conseil pour la compréhension des questions à aborder ;
- La lecture des procès-verbaux de réunion avant signature.

Les documents de travail des collectivités locales (nomenclature budgétaire, registre des délibérations, actes transmis au représentant de l'Etat, etc.) se présentant en français. Il est important pour tous les élus (hommes et femmes), de savoir lire et écrire en français. D'autres raisons sont aussi évoquées pour expliquer la faible prise de parole des femmes : timidité, allégeance aux hommes, etc.

Les femmes élues de Boutoupa Camaracounda dissident être confrontées à des contraintes spécifiques comme le volume des travaux domestiques et leur faible disponibilité pour assister à toutes les sessions, surtout à la session budgétaire qui est généralement longue et aussi l'ignorance des modes de fonctionnement du conseil municipal (dominé par les hommes dans les faits).

La situation institutionnelle de la commune de Boutoupa Camaracounda est utile à évoquer de prime abord. En effet, la commune est l'actrice principale du développement territorial suivi à travers le PDC. Ce plan communal ne pourra prospérer que si le maître d'ouvrage, en l'occurrence le conseil municipal, se positionne en acteur bien organisé, volontariste et efficace.

Or, de nombreuses contraintes inhibent l'efficacité du conseil municipal.

- ***La faiblesse des capacités managériales du conseil municipal***

Le conseil municipal de Boutoupa Camaracounda ne fait pas preuve de leadership et de créativité pour élaborer et mettre en œuvre des politiques publiques locales adossées aux ressources du territoire. Le conseil ne dispose pas de capacités suffisantes pour assurer la promotion du partenariat et la mobilisation des ressources. Le développement local n'est pas un repli sur le terroir. Les acteurs locaux gagnent à s'ouvrir aux expériences et aux expertises extérieures. Dans le contexte de pauvreté, le partenariat externe se présente généralement comme une source précieuse de financement et d'expertise destinée à irriguer les initiatives prises à la base. Mais la recherche de partenaires ne devrait pas être confinée à des motivations exclusivement financières. Elle doit intégrer les préoccupations stratégiques d'ouverture, d'échange et de partage d'expérience, d'arrimage aux programmes de développement nationaux et internationaux dans la mesure de leur pertinence en rapport avec les priorités locales.

- *La léthargie des commissions du conseil*

Emanation du conseil, une commission a pour but d'éclairer la prise de décisions de l'organe délibérant local et d'en assurer le suivi.

Elle doit examiner, étudier et suivre au nom et pour le compte du conseil municipal, toutes les questions entrant dans les attributions du conseil. Elle est constituée de conseillères et conseillers municipaux et/ou de toute personne ressource capable de faciliter le travail sur le terrain.

Les commissions du conseil municipal sont donc créées pour aider le conseil municipal à la prise de décisions. Des commissions techniques sont créées au sein du conseil municipal de Boutoupa Camaracounda, mais leur fonctionnement est chancelant. C'est ainsi qu'en dehors des commissions financières et domaniales et, dans un degré moindre, la commission Education, les autres commissions n'ont ni ordre de mission, ni frais de mission, ni même aucune mission. Ainsi, le conseil municipal perd l'occasion de recevoir des rapports sectoriels fournis par les commissions et établissant la situation qui prévaut dans le domaine d'intervention de la commission.

Compte tenu de la situation financière difficile, il y'a plusieurs actions que la commission de finances, par exemple aurait pu initier :

- animer au côté du conseil des séances de sensibilisation (échanger avec les populations avant l'établissement de tout nouveau impôt ou taxe) ;

- aider à l'impulsion de la participation communautaire (paiement impôt, investissement humain) ;

- effectuer des visites inopinées et périodiques au niveau des infrastructures marchandes (gares routières, marchés hebdomadaires et autres) mais ses membres ne doivent pas manier les deniers de la collectivité ; et établir des procès-verbaux (PV) de contrôle à l'issue de ces visites ;

- inciter le conseil municipal à l'affichage des délibérations et les avis et communiqués dans les délais légaux surtout celles qui ont des incidences financières (réception de dons et legs, les délibérations sur les taxes et impôts locaux, PV de délibérations de l'adoption du Plan local, répartition du fonds de dotation santé, avis d'appels d'offres...) ;

- inciter le conseil à exploiter et à recenser le potentiel fiscal de la commune ;

- demander au maire de faciliter la rencontre et l'échange avec les services financiers (trésor ; impôts et domaines) à la mairie ;

- faire au nom et pour le compte du conseil des recherches et investigations sur des aspects sur lesquels le conseil juge utile d'avoir des informations supplémentaires en vue de d'augmenter ses recettes budgétaires.

- La latence du cadre de concertation

La commune de Boutoupa Camaracounda a mis un place un cadre de concertation pour le développement. Cette initiative est à saluer car elle contribue à renforcer la transparence et la redevabilité et surtout de rassembler les forces vives autour d'un idéal de développement. Mais l'euphorie de départ a vite laissé la place à l'immobilisme. Le cadre de concertation n'est pas fonctionnel en raison de plusieurs facteurs liés notamment à :

- La faible communication entre le conseil et la population ;
- L'absence de crédits budgétaires pour financer le fonctionnement du cadre de concertation ;
- L'insécurité ambiante qui limite la mobilité des populations.

- **La persistance des faiblesses budgétaires et financières**

Sur le plan budgétaire, de nombreuses contraintes ont été identifiées.

Tableau 12 : Evolution du budget de la commune

Année	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT	
	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé
2018	42.667.716	26.626.063	42.500.000	13.000.000
2017	46.913.653	34.497.955	80.500.000	73.388.095
2016	61.753.352	31.457.891	91.913.240	34.913.240
2015	61.765.352	42.880.301	91.913.240	55.325.000
2014	26.862.700		91.913.240	

Source : Enquêtes PDC 2019

Tableau 13 : Evolution des principaux postes de recettes

Année	MONTANT PERCUS PAR RECETTE						
	Minimum fiscal	Patentes	Droits de stationnement	Frais de bornage	Autres : amendes correctionnelles	Autres : produits Etat civil	Autres (préciser)
2018	350.700	1.016.485	00	60.000	676.500	1.364.900	
2017	80.400	00	613.100	2.792.000	2.118.375	2.246.400	
2016	2.800	00	1.317.000	00	2.763.400	850.850	
2015	1.600	1.250.000	1.183.700		11.550.575	00	

Source : Enquêtes PDC 2019

Qu'il s'agisse des dépenses de fonctionnement ou des dépenses d'investissement, le taux de réalisation atteint rarement la barre des 50%. Les postes de recettes évoluent en dents de scie et baissent parfois de manière drastique d'une année à l'autre.

Les recettes réservées à l'investissement sont très faibles. L'initiative privée étant dérisoire en milieu rural, la commune de Boutoupa Camaracounda devrait opérer un interventionnisme économique optimal en finançant la réalisation d'infrastructures économiques adaptées polarisant des activités imposables. En construisant des souks par

exemple, la commune attire la patente et le produit de la location des souks. En construisant une gare routière, elle favorise le recouvrement des droits de stationnement et des produits d'occupation du domaine auprès des vendeurs installés autour de la gare routière. En construisant une fourrière, elle se prête au recouvrement des droits de fourrière et du produit de la vente des animaux mis en fourrière. En dehors des retombées fiscales, les investissements accroissent le patrimoine de la commune, créent des emplois et crédibilisent l'institution communautaire.

D'autres problèmes institutionnels se posent :

- Faiblesse de la communication entre le conseil rural et les chefs de village ;
- Faiblesse des relations de confiance entre les contribuables et l'institution communale ;
- Faible maîtrise des rôles respectifs de chaque acteur ;
- Délabrement de la Maison communautaire.

5.3.2. Les services de l'Etat

Comme l'a rappelé l'ancien PLD, ces services ont un rôle d'encadrement et d'appui au conseil municipal et aux OCB. L'appui porte essentiellement sur la formation technique et administrative avec la collaboration de certains partenaires.

Le sous-préfet seule autorité administrative exerce également un contrôle et veille à la légalité des actes pris par les conseils ruraux dans la gestion des affaires des communautés rurales. Il est chargé d'approuver le budget avant son exercice de même que les PDC. Cette autorité administrative, travaille en étroite collaboration avec une équipe du CADL composée du chef de centre, d'un agent d'Elevage et d'un agent des Eaux et Forêts.

Pour ce qui est du CADL, il intervient plutôt dans l'encadrement des populations dans les secteurs primaires, spécifiquement dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de la foresterie. Premier partenaire des communes, il est chargé entre autres :

- D'encadrer les conseils municipaux dans l'élaboration et l'exécution des actions de développement local en collaboration avec les autres partenaires de la communauté ;
- D'aider à mettre en exécution les directives relatives aux actions ;
- D'aider à exploiter les ressources du terroir ;

- De participer aux renforcements de capacité des élus locaux et des organisations communautaires de base (OCB) pour une meilleure prise en charge des compétences transférées et des actions de développement.

Ces services (Sous-préfecture et le CADL) travaillent à l'aide de moyens financiers et matériel trop peu suffisants. Ils ne fonctionnent qu'avec le crédit de fonctionnement octroyé par l'Etat.

Les contraintes de ses structures se résument essentiellement à l'insuffisance des moyens financiers et matériels.

5.3.4. Les organisations communautaires de base

Deux grandes organisations ont été identifiées dans la communauté. Il s'agit de l'Association des planteurs de Boutoupa Camaracounda et de l'Association Union de Mpack. Quant aux groupements locaux, il est à souligner que dans chaque village, il y a un GPF et une ASC. En plus de ceux-là, on trouve des groupements d'intérêt économique (GIE) tels que :

- Appock Djighaly (Niabina)
- Allah Tentu (Camaracounda)
- Amical des 12 (Camaracounda)
- Renouveau (Camaracounda)
- Agro commercial (Niadiou)
- Renaissance (Boutoupa)
- Gëmoblar (Binjaloum Manjacque)
- Wakily (Bourofaye Baïnounck)
- Essanoum (Mpack)

Dans l'ensemble, les mouvements associatifs de la commune ne concourent pas réellement à la réalisation des missions du conseil municipal, mais exigent de lui des subventions pour réaliser leurs préoccupations propres. La faible référence à l'appartenance communautaire se traduit notamment par un repli sur des micro-organisations villageoises, ethniques ou familiales. Même en l'absence de moyens, l'activité des mouvements associatifs aurait pu être mieux rentabilisée à travers la participation responsable à des opérations de propreté, de sensibilisation sanitaire préventive, de réalisation et d'entretien de pare-feu, d'entretien courant des infrastructures communautaires, etc. Cet attentisme se lit davantage au

sein des mouvements de jeunesse dont l'activité, bien souvent, se résume et s'épuise dans le football avec une forte pression sur les autorités locales pour l'achat de ballons et de jeux de maillots au détriment d'activités rentables susceptibles de réduire l'insécurité alimentaire

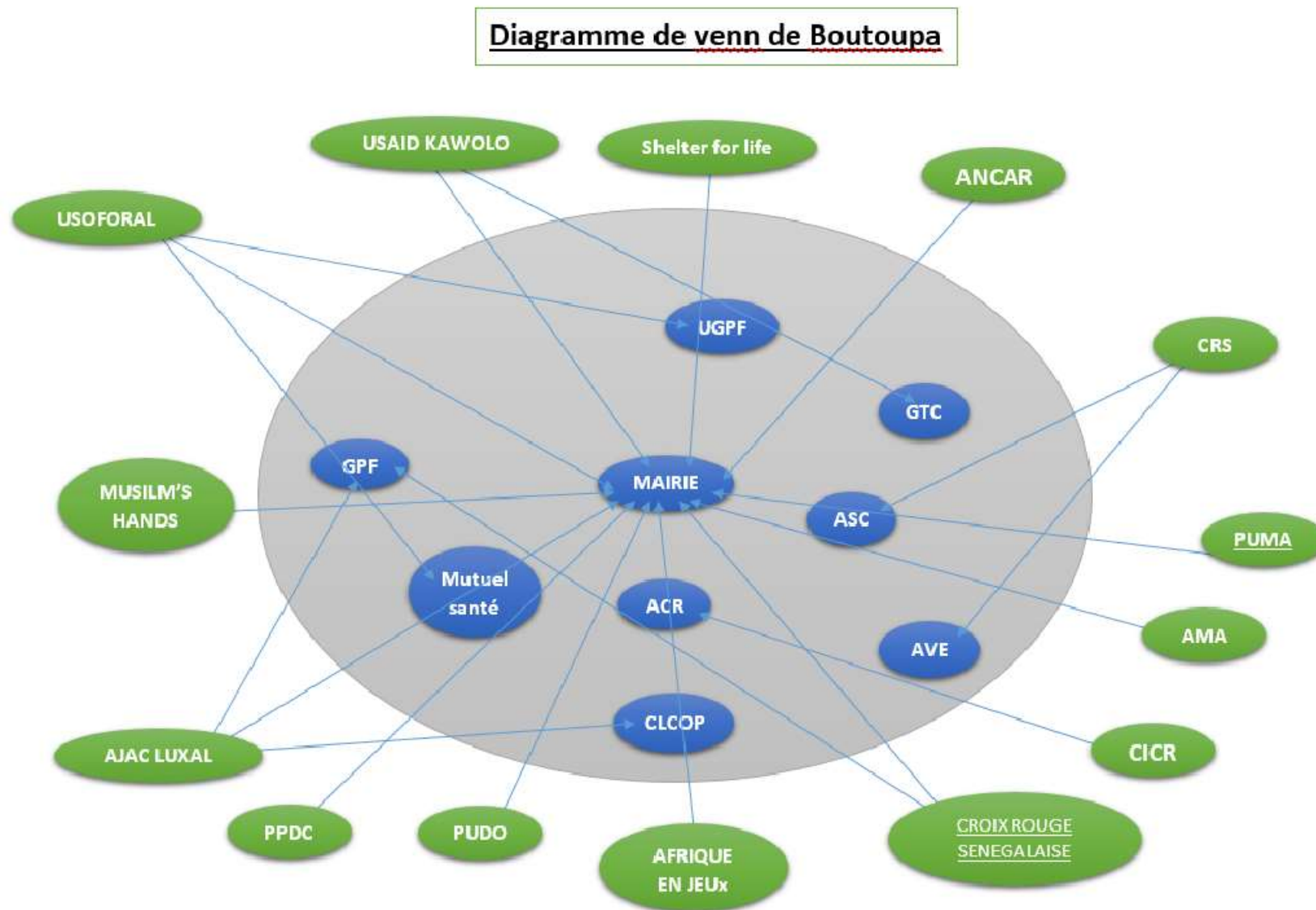
5.3.5. Les organismes d'appui

La commune de Boutoupa Camaracounda bénéficie de l'appui de partenaires extérieurs ou bailleurs dans le cadre de ses diverses activités de développement.

Incontestablement, les bailleurs de fonds, les ONG, les Projets et Programmes de développement ont largement contribué à l'appui au développement local là où l'État a montré ses limites sur le plan financier.

La Croix-Rouge a appuyé techniquement et financièrement l'élaboration du Présent PDC. Il appartient maintenant d'exercer un leadership efficace pour engager les partenaires à appuyer la mise en œuvre des actions prévues au PDC.

Diagramme de Venn de Boutoupa



5.4. L'impact du conflit dans la commune

5.4.1. Evolution et manifestations du conflit dans la commune³

Boutoupa Camaracounda est l'une des communes les plus affectées par le conflit dont les conséquences freinent le développement de la zone. Plus de la moitié des villages a été abandonnée (13 villages). La population déplacée et réfugiée est dispersée entre la ville de Ziguinchor et la Guinée Bissau.

La situation du conflit a beaucoup évolué suite aux opérations de déminage avec l'appui des marocains mais également l'événement de ratissage à Sao Dominguo. Ces deux événements ont favorisé le retour de populations dont les localités été occupées par des éléments armés.

Nonobstant cette évolution, la forte volonté de retour définitif est cassée par l'insécurité se caractérise entre autre comme suit :

- Présence d'éléments armés
- Réduction des espaces cultivables pour la survie

Chronologie du conflit

1982	1990	1995	2000 2001	2003 2004	2007 2008
Début du conflit en Casamance	Intensification du conflit par le déplacement des populations	Développement d'initiatives de paix des populations	Début de la reconstruction des villages	Espoir de retour définitif des populations	

5.4.2. Impacts de la crise

L'impact du conflit dans la commune a affectée tous les secteurs de développement :

Sur le plan social

- Concentration des populations sur un espace très réduit (promiscuité ; insalubrité)
- Dislocation des foyers (divorces, femmes chef de ménage etc.)
- Pauvreté

³ Ces informations sont tirées de l'ancien PLD

- Augmentation du nombre de veuves, de veufs et d'orphelins
- Changement de comportement de certains individus (braquages etc.)
- Dépravation des mœurs
- Apparition du stress et du traumatisme
- Réduction des activités culturelles.

5.4.3. Le retour

Tableau 14 : Mouvement des populations

Village	Mouvement de retour	Situation sécuritaire
Bindialoum Manjacque	Aucun retour	Pas encore favorable
Bilasse	Aucun retour	Pas encore favorable
Niaféna	Aucun retour	Pas encore favorable
Barka Pakao	Aucun retour	Pas encore favorable
Barka Patata	Aucun retour	Pas encore favorable
Santhiaba Manjacque	Aucun retour	Pas encore favorable
Bindialoum Bainouk	Pas encore de retour	Favorable
Pouboss	Pas encore de retour	Favorable
Boussoloum	Pas encore de retour	Pas encore favorable
Baraka Bounao	Quelques familles retournées	Favorable
Guidel Bambadinka	Quelques familles retournées	Favorable
Bofa Manjacque	Quelques familles retournées	Favorable
Laty	Quelques familles retournées	Favorable
Yabone	Quelques familles retournées	Favorable
Niadiou	Quelques familles retournées	Favorable
Niabina	Quelques familles retournées	Favorable

Source : Enquêtes PDC 2019

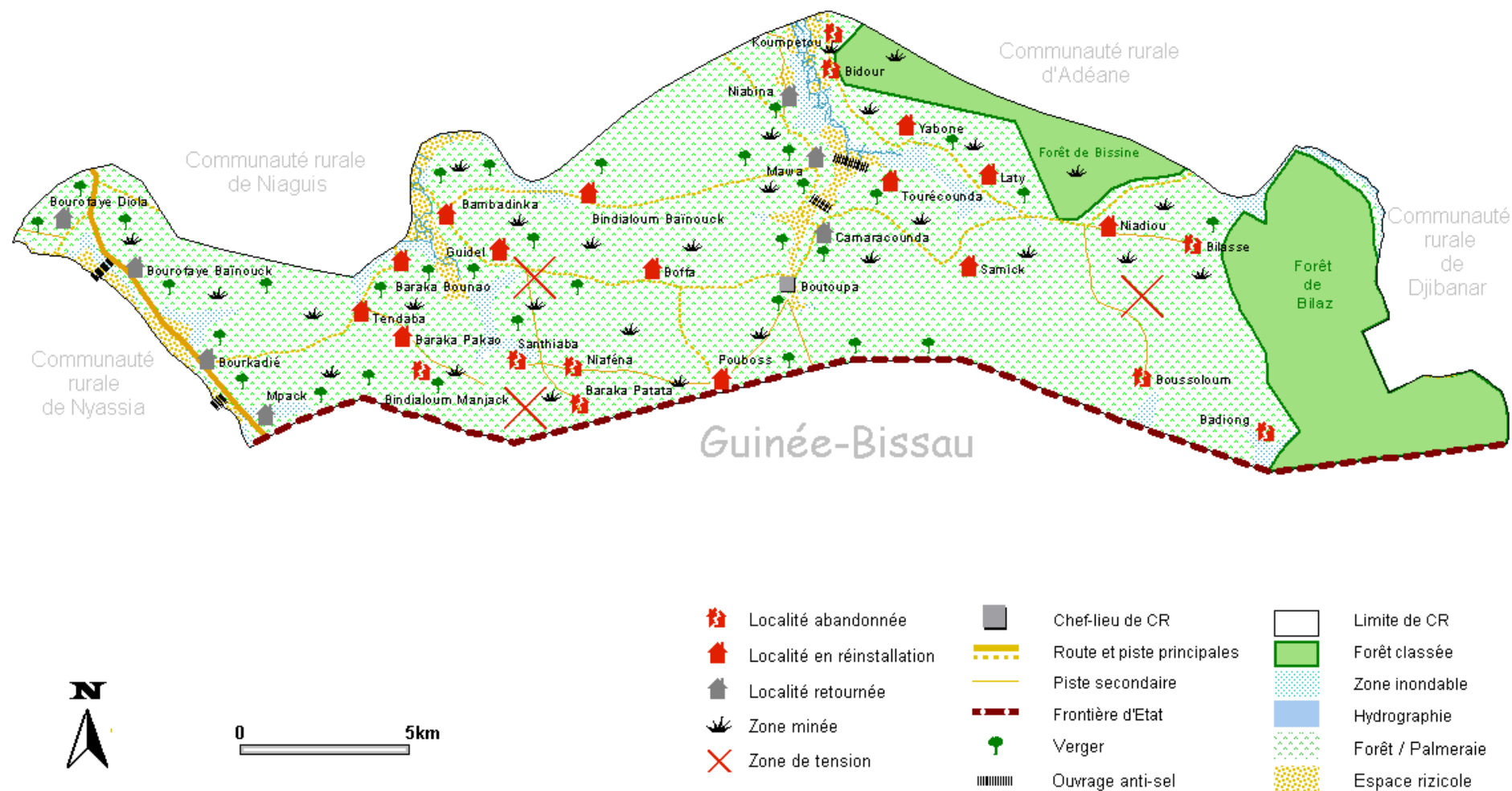
Tableau 15: Perspectives de retour

Mouvement de retour	Situation sécuritaire	Nombre de Village
Aucun retour	Pas encore favorable	6
Pas encore de retour	Favorable	2
Pas encore de retour	Pas encore favorable	1
Quelques familles retournées	Favorable	7

Source : Enquêtes PDC 2019

Communauté rurale de Boutoupa Camaracounda : ressources et conflit.

Ed.ProCas à Ziguinchor-Sénégal (avril 05)



SYNTHESE DES PROBLEMES

Principaux problèmes	
- La léthargie du conseil municipal - La faiblesse des recettes budgétaires - La stagnation de l'économie locale - L'accès étriqué aux services sociaux de base (santé et éducation, électrification, eau potable) - Le faible accompagnement du retour des populations	
PDC Boutoupa Camaracounda 2020 - 2024	

A l'issue du diagnostic et de la restitution des résultats, 5 problèmes majeurs ont été identifiés.

La léthargie du conseil municipal

Le conseil municipal fonctionne officiellement. Des commissions ont été créées, un bureau municipal est mis sur pied, des convocations sont faites et des réunions se tiennent. Mais le conseil ne prend pas à bras le corps le développement territorial. La volonté politique affichée dans l'ancien PLD n'est pas concrétisée ni par des politiques publiques locales centrées sur les problèmes de la commune, ni par un dynamisme programmatique pour corriger les dysfonctionnements économiques.

La faiblesse des recettes budgétaires

Au regard de l'évolution des recettes budgétaires, il apparaît net que la commune de Boutoupa Camaracounda n'a pas les moyens de ses ambitions. On observe de faibles taux de recouvrement des recettes dues notamment à l'évasion fiscale, au recensement incomplet de la matière fiscale et aux dysfonctionnements dans le recouvrement. Certes, le conflit constitue une contrainte au recouvrement, mais la faiblesse des rentrées fiscales est surtout due à l'absence de stratégie de mobilisation financière.

La stagnation de l'économie locale

Boutoupa Camaracounda est une commune rurale dotée d'importantes ressources naturelles prédisposant à des activités agricoles florissantes. Paradoxalement, l'économie locale reste faible, ni l'agriculture, ni l'élevage, ni la pêche n'ont pu prendre leur envol et cela affecte des secteurs connexes comme le commerce et l'artisanat. En dehors du conflit, cette situation est due à une mauvaise organisation des filières et à l'absence de stratégie de maximisation de la production.

L'accès étrié aux services sociaux de base (santé et éducation, électrification, eau potable)

La demande sociale locale est loin d'être satisfaite dans la commune de Boutoupa Camaracounda. L'absence d'électricité y constitue une contrainte majeure. Elle peut être source de frustration. En effet, étant donné que les localités voisines de Niaguis et de Ziguinchor sont dotées d'un réseau électrique fonctionnel, les populations peuvent voir dans cette situation, une rupture de l'égalité des citoyens. L'absence de source d'énergie affecte négativement les secteurs déjà problématiques de la santé et de l'éducation. Elle éloigne aussi les opportunités d'allègement des travaux des femmes.

Le faible accompagnement du retour des populations

A la faveur des perspectives de paix, les populations déplacées ont entrepris le mouvement de retour. Mais l'absence de garantie d'une paix définitive, la présence des mines, les conflits fonciers liés à l'occupation des terres par des familles qui se sont installées à la place des déplacés privent les communautés de la sérénité requise pour mener des activités stables et durables. Les autorités nationales et locales doivent donc, pour une bonne relance du développement communautaire, sécuriser le retour et accompagner les initiatives de

relance économique. Les populations aussi doivent s'organiser pour consolider les perspectives de paix et contribuer efficacement à l'effort de développement.

VI. VISION, PRINCIPES ET OBJECTIFS DU PDC DE BOUTOUPA CAMARACOUNDA

6.1. La vision

La vision du PDC est la suivante : *« D'ici 2024, le développement territorial est relancé suivant des objectifs consensuels portés par tous les acteurs, y compris les populations de retour, à travers des actions innovantes boostant les revenus des populations et leur accès équitable aux services sociaux de base, sous le leadership actif d'une équipe municipale redynamisée ».*

6.2. Les principes de mise en œuvre du PDC

Les principes de mise en œuvre du PDC sont :

- *L'inclusivité* : elle est matérialisée par la participation de tous les acteurs, y compris les populations de retour ;
- *La transparence et la redevabilité* dans la gestion notamment financière comme gage de crédibilité ;
- *Le dynamisme dans la mobilisation des ressources* : les ressources propres de la commune ne suffiront pas pour financer le PDC. L'équipe municipale s'engage donc, avant le démarrage du PDC et durant toute la période de mise en œuvre, d'exploiter toutes les opportunités de mobilisation des ressources y compris la coopération décentralisée.

6.3. Les objectifs du PDC

Beaucoup de PDC, à l'image de l'ancien PLD de Boutoupa Camaracounda partent des différents domaines ou secteurs (agriculture, santé, commerce etc.) pour définir les actions à mener. Il faudrait plutôt partir d'objectifs, pour deux raisons au moins :

- La présentation des actions par domaine relève d'une vision statique qui compartimente les initiatives alors qu'elles sont interdépendantes : la qualité de la production agricole a des impacts sur la nutrition communautaire ; le désenclavement a des effets sur l'écoulement de la production rurale, l'électrification peut avoir des effets sur des domaines aussi divers que l'hydraulique, la santé, la paix, le fonctionnement du secrétariat municipal, la sécurité, etc.
- L'entrée par les objectifs renforce la cohérence et la rationalité des interventions. En effet, une activité budgétisée ne sera éligible que si et seulement si elle concourt à l'atteinte d'un objectif consensuel.

A l'issue de l'analyse de la situation et de la priorisation des besoins réalisées par les acteurs eux-mêmes, les objectifs suivants ont été retenus. Ils ont été bâtis à partir de la combinaison de plusieurs critères :

- La transversalité : un objectif qui permet de résoudre plusieurs problèmes est plus stratégique que celui qui est accolé à un secteur ou à des acteurs spécifiques ;
- Les attentes des populations, bénéficiaires principales du PDC ;
- Le réalisme compte tenu des contraintes financières ;
- Les priorités du PSE, cadre de référence national des politiques de développement.

6.3.1. Objectif général

L'objectif général du PDC de Boutoupa Camaracounda est de relancer le développement territorial post conflit de manière inclusive d'ici 2024.

Ainsi les acteurs locaux ne s'attendent pas à des miracles et veulent rester lucides et réalistes. Après une période de crise sécuritaire qui a eu des répercussions dans tous les domaines économiques et sociaux, il faut remettre la commune sur la rampe du développement. Ce faisant, il faut sortir des actions stéréotypées qu'on retrouve dans tous les PDC et faire preuve d'inventivité en rapport direct avec les spécificités de la commune.

6.3.2. Objectifs spécifiques

1) Redynamiser le conseil municipal pour un portage efficace du PDC et du développement territorial en général

Stratégie

La démarche consistera à renforcer les capacités managériales et matérielles du conseil municipal, du Maire, du bureau du conseil municipal, des commissions du conseil municipal et du secrétaire municipal. En dehors des thèmes classiques comme le rôle des acteurs, l'organisation du travail dans les commissions, le conseil municipal et ses démembrements devront bénéficier de formations techniques sur la gestion axée sur les résultats, la planification/budgétisation sensible au genre, la gestion des projets. Le conseil municipal ne peut travailler en vase clos ; c'est pourquoi les sessions seront ouvertes aux représentants des chefs de village, des mouvements associatifs et du secteur privé local.

Indicateurs

- i. Nombre de sessions annuelles de formation des conseillers
- ii. Nombre de commission rendant des rapports périodiques
- iii. Nombre de rapports produits techniques et financiers produits par le bureau municipal sur l'état d'avancement du PDC
- iv. Taux d'exécution physique et financière du PDC

2) Assurer la mobilisation financière locale pour maximiser les ressources budgétaires nécessaires au financement de la relance du développement territorial

Stratégie :

Un travail de proximité devra être fait en synergie par le service des impôts et domaines, le trésor et la commission des finances. La matière fiscale devra faire l'objet d'un recensement exhaustif. Ensuite, un contrôle strict devra permettre un recouvrement optimal. La communication fiscale permettra de désamorcer la fraude et l'évasion fiscale. Le conseil municipal devra explorer les autres voies non fiscales de mobilisation financière pour capter les opportunités de partenariat financier.

Indicateurs

- i. Montant annuel des prévisions budgétaires
- ii. Taux de recouvrement
- iii. Nombre de conventions de partenariat financiers signées avec les acteurs externes

3) Relancer l'économie locale par la redynamisation de l'agriculture et une meilleure organisation des filières porteuses

Stratégie

L'agriculture restera la principale activité économique de la commune compte tenu de ses caractéristiques agro écologiques. Il faut donc vaincre ses contraintes, en particulier l'avancée de la langue salée. Les producteurs doivent être formés pour une meilleure maîtrise des filières. Dans le cadre de la diversification des activités agricoles au sens large, l'élevage intensif de bovins doit être boosté en attendant de trouver des solutions définitives à la salinité des sols. L'extraction de sel est aussi une activité à étudier.

Indicateurs

- i. Nombre de producteurs formés
- ii. Superficie de terres salées reconquises
- iii. Nombre de têtes de bétail

4) Améliorer l'accès et la qualité des services sociaux de base pour les femmes et les hommes

Stratégie

L'accès aux services sociaux de base correspond à des droits humains (droit à l'éducation, droit à la santé, droit à l'alimentation, etc.). L'Etat et les collectivités locales

doivent donc tout mettre en œuvre pour leur effectivité en tenant compte des besoins spécifiques des groupes vulnérables dont les femmes. La commune dispose de quelques infrastructures dans ce domaine (écoles, poste de santé, forage, etc.) ; il s'agit maintenant, dans le contexte post crise, de les réhabiliter, d'améliorer la qualité des services qu'elles offrent et d'élargir la couverture des besoins.

Indicateurs

- i. Nombre d'infrastructures sanitaires réhabilitées/construites
- ii. Nombres d'infrastructures solaires réhabilitées/réouvertes/construites
- iii. Taux d'accès à l'eau potable

5) Mettre en place des conditions facilitant le retour et la réinsertion sociale des populations déplacées.

Stratégie

Il s'agira de procéder au déminage pour favoriser l'occupation et l'exploitation des terres abandonnées, de réhabiliter les pistes pour faciliter le retour et d'appuyer les initiatives économiques des populations de retour. Le conseil municipal pourrait subventionner les populations de retour organisées en GIE (comme il le fait pour les ASC et GPF) et détentrices de projets potentiellement rentables ou leur faciliter l'obtention du crédit auprès d'autres institutions financières. Le conseil municipal, seule maîtresse du foncier (zone des terroirs du domaine national), devra favoriser l'accès légal des populations de retour à des terres sécurisées.

Indicateurs

- i. Taux de déminage dans la commune
- ii. Kilométrage des pistes réhabilitées
- iii. Nombre d'initiatives des populations de retour appuyées

Pour rappel, le PDC n'a pas l'ambition de régler tous les problèmes de la commune en cinq ans, ni la vocation de contenter tous les acteurs. D'autres actions portant sur d'autres priorités pourront être adressées après 2024, tout comme de nouvelles opportunités provenant de l'Etat ou des partenaires peuvent surgir au cours de la période du présent PDC et nécessiter une révision du document.

Une fois adopté par le conseil municipal et approuvé par le sous-préfet, le PDC devient le cadre de référence du développement territorial. Toutes les initiatives de développement devraient s'inspirer des priorités qu'il a déclinées. Le PDC contribue donc à prévenir la dispersion des forces dans la mesure où il fait converger toutes les interventions vers des objectifs communs, y compris celles des acteurs externes que sont les partenaires au développement.

Les objectifs du PDC de Boutoupa Camaracounda sont alignés aux axes du PSE et aux ODD.

Tableau 16 : Alignements du PDC aux autres cadres de planification

Objectifs du PDC	Axe du PSE	ODD
Redynamiser le conseil municipal pour un portage efficace du PDC et du développement territorial en général	Axe 3 : Gouvernance, Paix et Sécurité	ODD 5 : Egalité des sexes ODD 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs
Assurer la mobilisation financière locale pour maximiser les ressources budgétaires nécessaires au financement de la relance du développement territorial	Axe 3 : Gouvernance, Paix et Sécurité Axe 1 : Transformation structurelle de l'économie et croissance	ODD 1 : Eradication de la pauvreté ODD 2 : Lutte contre la faim
Relancer l'économie locale par la redynamisation de l'agriculture et une meilleure organisation des filières	Axe 1 : Transformation structurelle de l'économie et croissance	ODD 1 : Eradication de la pauvreté ODD 2 : Lutte contre la

porteuses		faim
Améliorer l'accès et la qualité des services sociaux de base pour les femmes et les hommes	Axe 2 : Capital humain, Protection sociale et Développement durable	ODD 3 : Accès à la santé ODD 4 : Accès à une éducation de qualité
Mettre en place des conditions facilitant le retour et la réinsertion sociale des populations déplacées	Axe 2 : Capital humain, Protection sociale et Développement durable	ODD 1 : Eradication de la pauvreté ODD 3 : Accès à la santé ODD 4 : Accès à une éducation de qualité

Source : Enquêtes PDC 2019

VII. PLAN D'ACTION PRIORITAIRE

Objectif spécifique	Activité	Acteurs	Localisation	Quantité	Budget				
					2020	2021	2022	2023	2024
1) Redynamiser le conseil municipal pour un portage efficace du PDC et du développement territorial en général	Formation du conseil, des commissions, du bureau et du secrétaire municipal sur la décentralisation, le rôle des acteurs, la gestion des terres.	Conseil municipal Formateur Sous-préfet	Mairie	1 session de 3 jours	1 000 000 (CM)				
	Formation du conseil municipal élargi aux OSC sur la gestion axée sur les résultats, la gestion de projet et la gestion des conflits	Conseil municipal Formateur	Mairie	1 session de 6 jours	2 000 000 (CM)				
	Formation du conseil municipal sur la planification et la	Conseil municipal	Mairie	1 session de 3 jours	1 000 000 (CM)				

Plan de Developpement Communal de Boutoupa Camaracounda 2019

	budgétisation sensible au genre	Formateur							
	Réfection de la Mairie		Mairie		2 000 000 (CM)				
	Equipement de la Mairie en mobilier et matériel informatique	Maire Prestataire	Mairie		2 000 000 (CM)				
2) Assurer la mobilisation financière locale pour maximiser les ressources budgétaires nécessaires au financement de la relance du développement territorial	Recensement exhaustif des contribuables	Service impôts Bureau du CM Com des finances	Commune	1 tournée dans toute la commune	1 000 000 (CM)				
	Appui au recouvrement des recettes	Bureau du CM Com des finances	Principaux points de collecte de la commune		500 000 (CM)	500 000 (CM)	500 000 (CM)	500 000 (CM)	500 000 (CM)
	Tournées de communication fiscale	Bureau du CM Com des finances	Tous les villages	1 tournée par village	500 000 (CM)		500 000 (CM)		500 000 (CM)

Plan de Developpement Communal de Boutoupa Camaracounda 2019

		Communicat eurs tradi							
	Organisation d'une table ronde des bailleurs potentiels du PDC	Maire Com des finances	Mairie	1		1 000 000 (CM)			
	Réalisation d'une étude sur les opportunités de partenariat financier et de coopération décentralisée	Maire Consultant	Mairie	1		1 500 000 (CM)			
3) Relancer l'économie locale par la redynamisation de l'agriculture et une meilleure organisation des filieres porteuses	Construction et réhabilitation de digues anti sel	Maire Prestataire Partenaires	Guidel	1			22 000 000 CM : 2 M Part. 20 M		
	Construction et équipement des blocs maraichers	Maire Prestataire Partenaires	Niabina et Bourofaye Diola	2		10 000 000 CM : 2 M Part. : 8M			

Plan de Developpement Communal de Boutoupa Camaracounda 2019

	Formation des producteurs en chaîne de valeur et développement organisationnel	Maire Formateur	Boutoupa	1 session de 5 jours				1 500 000 CM	
	Redynamisation des marchés pour l'écoulement de la production agricole et pastorale (réhabilitation et sensibilisation)	Maire Prestataire Communicateurs tradi	Boutoupa et Mpack	2		3 000 000 CM : 1 M Part : 2M			
	Réalisation d'une étude sur les potentialités et niches d'emplois touristiques de la commune	Maire Consultant	Toute la commune	1			1 000 000 CM		
4) Améliorer l'accès et la qualité des services sociaux de base pour les	Production d'un document de plaidoyer sur la valeur ajoutée potentielle de l'électrification de la commune	Maire Consultant	Mairie	1	1 000 000 CM				

Plan de Developpement Communal de Boutoupa Camaracounda 2019

femmes et les hommes	Extension et équipement du poste de santé de Boutoupa	Maire Prestataire Partenaires	Boutoupa Camarac	1		10 000 000 CM : 2 M Part : 8 M			
	Equipement du poste de santé de Bourofaye BaInouk et construction logement ICP	Maire Prestataire Partenaires	Bourofaye Bainouk	1		13 000 000 CM : 2M Part : 11M			
	Construction et équipement de 3 maternités	Maire Prestataire Partenaires	Guidel Boutoupa Niadiou			19 500 000 CM : 1 500 000 Part : 18 000 000	19 500 000 CM : 1 500 000 Part : 18 000 000	19 500 000 CM : 1 500 000 Part : 18 000 000	
	Construction et équipement de cases de santé	Maire Prestataire Partenaires	Baraka Pakao; Boffa Bourofaye Diola Santhiaba Manjaque	13		4 cases 13 000 000 x 4 : 52 M CM : 4 M Part : 48M	3 cases 13 000 F x 3 = 39 000 CM : 3 M Part : 36M	3 cases 13 000 F x 3 = 39 000 CM : 3 M Part : 36M	3 cases 13 000 F x 3 = 39 000 CM : 3 M Part :36 M

Plan de Developpement Communal de Boutoupa Camaracounda 2019

			Niaféna Baraka Patata Pouboss Camaracou nda Samick Laty Yabone Niabina Mawa						
	Construction de salles de classe	Maire Prestataire Partenaires	Niadhiou Mpack Bourofaye Diola Niabina CEM Boutoupa Camaracou nda Boutoupa Camaracou nda	2 salles x 7 écoles		4 salles : 17 000 000 x 4 = 68 000 000 CM : 4 M Part : 64 M	5 salles 17 000 000 x 5 = 85 000 000 MC : 5 M Part : 80 M	5 salles 17 000 000 x 5 = 85 000 000 CM : 5 M Part : 80 M	

Plan de Developpement Communal de Boutoupa Camaracounda 2019

	Réhabilitation des écoles fermées	Maire Prestataire Partenaires	Binjaloum Manjacque, Boffa, Guidel, Yabone			40 000 000 CM : 2 M Part : 38 M			
	Acquisition de moulins combinés	Maire Prestataire Partenaires	Mawa Boutoupa	2					7 000 000 CM : 2M Part : 5 M
	Extension du forage de Camaracounda	Maire Prestataire Partenaires	Camaracou nda					20 000 000 CM : 4 M Part :16 M	
5) Mettre en place des conditions facilitant le retour et la réinsertion sociale des populations déplacées.	Appui aux opérations de déminage de la commune	Maire OCB	Villages désertés et zones suspecte		500 000 (CM)	500 000 (CM)	500 000 (CM)		
	Facilitation de l'accès des déplacés et réfugiés de retour à la terre à usage d'habitation et à usage	Maire Com domaniale	Villages avec mouvement s de retour		1 000 000 (CM) (Tournées de la commissio				

Plan de Developpement Communal de Boutoupa Camaracounda 2019

	agricole				n domaniale)				
	Accompagnement technique et financier des AGR des déplacés et réfugiés de retour	Maire Prestataires Services de microfinance	Commune	20 appuis	20 000 000 CM : 2 M Part 18 M				
	Réhabilitation et ouverture des pistes d'accès aux villages jadis désertés	Maire P	Boffa - Pouboss Baraka Pakao – Santhiaba Manjacque s Bindialoum Manjacque s – Baraka Patata Samick – Frontière Bourofaye Baïnouck –		Investissem ent humain. Appui du CM en matériel : 1 000 000 F				

Plan de Developpement Communal de Boutoupa Camaracounda 2019

			Boussolou m Camaracou nda - Yabone						
Total PAP					CM 14 500 000	CM 22 500 000	CM 13 500 000	CM 15 500 000	CM 6 000 000
					Part : 18 000 000	Part 190 000 00 0	Part 154 000 000	Part 150 000 00 0	Part 41 000 00 0
					Total : 32 500 000	Total 212 500 000	Total 167 500 000	Total 165 500 000	Total 47 000 000

Le montant du PAP qui s'étend sur 5 ans est de 624 500 000 F dont 72 millions à financer à partir du budget de la commune, soit 552 millions à mobiliser auprès des partenaires. Les besoins des populations sont assez denses dans un contexte de relance, mais la fiscalité locale, obsolète, n'offre que des possibilités de recettes assez étreiguées. A Boutoupa Camaracounda comme ailleurs le budget local ne peut financer le développement territorial. Il faut donc recourir à d'autres partenaires externes, y compris l'Etat à travers le PUDC.

VIII. PLAN TRIENNAL D'INVESTISSEMENT

Objectif spécifique	Activité	Acteurs	Localisation	Quantité	Budget		
					2020	2021	2022
1) Redynamiser le conseil municipal pour un portage efficace du PDC et du développement territorial en général	Formation du conseil, des commissions, du bureau et du secrétaire municipal sur la décentralisation, le rôle des acteurs, la gestion des terres.	Conseil municipal Formateur Sous-préfet	Mairie	1 session de 3 jours	1 000 000 (CM)		
	Formation du conseil municipal élargi aux OSC sur la gestion axée sur les résultats, la gestion de projet et la gestion des	Conseil municipal Formateur	Mairie	1 session de 6 jours	2 000 000 (CM)		

Plan de Developpement Communal de Boutoupa Camaracounda 2019

	conflits						
	Formation du conseil municipal sur la planification et la budgétisation sensible au genre	Conseil municipal Formateur	Mairie	1 session de 3 jours	1 000 000 (CM)		
	Réfection de la Mairie		Mairie		2 000 000 (CM)		
	Equipement de la Mairie en mobilier et matériel informatique	Maire Prestataire	Mairie		2 000 000 (CM)		
2) Assurer la mobilisation financière locale pour maximiser les ressources budgétaires nécessaires au financement de la relance du développement	Recensement exhaustif des contribuables	Service impôts Bureau du CM Com des finances	Commune	1 tournée dans toute la commune	1 000 000 (CM)		
	Appui au recouvrement des recettes	Bureau du CM	Principaux points de collecte de la		500 000 (CM)	500 000 (CM)	500 000 (CM)

Plan de Developpement Communal de Boutoupa Camaracounda 2019

territorial		Com des finances	commune				
	Tournées de communication fiscale	Bureau du CM Com des finances Communicat eurs tradi	Tous les villages	1 tournée par village	500 000 (CM)		500 000 (CM)
	Organisation d'une table ronde des bailleurs potentiels du PDC	Maire Com des finances	Mairie	1		1 000 000 (CM)	
	Réalisation d'une étude sur les opportunités de partenariat financier et de coopération décentralisée	Maire Consultant	Mairie	1		1 500 000 (CM)	
3) Relancer l'économie locale par la	Construction et réhabilitation de digues anti sel	Maire Prestataire	Guidel	1			22 000 000 CM : 2 M Part. 20 M

Plan de Developpement Communal de Boutoupa Camaracounda 2019

redynamisation de l'agriculture et une meilleure organisation des filieres porteuses		Partenaires					
	Construction et équipement des blocs maraichers	Maire Prestataire Partenaires	Nabina et Bourofaye Diola	2		10 000 000 CM : 2 M Part. : 8M	
	Formation des producteurs en chaîne de valeur et développement organisationnel	Maire Formateur	Boutoupa	1 session de 5 jours			
	Redynamisation des marchés pour l'écoulement de la production agricole et pastorale (réhabilitation et sensibilisation)	Maire Prestataire Communicateurs traditionnels	Boutoupa et Mpack	2		3 000 000 CM : 1 M Part : 2M	
	Réalisation d'une étude sur les potentialités et niches d'emplois touristiques de la	Maire Consultant	Toute la commune	1			1 000 000 CM

Plan de Developpement Communal de Boutoupa Camaracounda 2019

	commune						
4) Améliorer l'accès et la qualité des services sociaux de base pour les femmes et les hommes	Production d'un document de plaidoyer sur la valeur ajoutée potentielle de l'électrification de la commune	Maire Consultant	Mairie	1	1 000 0 00 CM		
	Extension et équipement du poste de santé de Boutoupa	Maire Prestataire Partenaires	Boutoupa Camarac	1		10 000 000 CM : 2 M Part : 8 M	
	Equipement du poste de santé de Bourofaye BaInouk et construction logement ICP	Maire Prestataire Partenaires	Bourofaye BaInouk	1		13 000 000 CM : 2M Part : 11M	
	Construction et équipement de 3 maternités	Maire Prestataire Partenaires	Guidel Boutoupa Nadiou			19 500 000 CM : 1 500 000 Part : 18 000 000	19 500 000 CM : 1 500 000 Part : 18 000 000
	Construction	Maire	Baraka Pakao;	13		4 cases	3 cases

Plan de Developpement Communal de Boutoupa Camaracounda 2019

	et équipement de cases de santé	Prestataire	Boffa Bourofaye Diola			13 000 000 x 4 : 52 M CM : 4 M Part : 48M	13 000 F x 3 = 39 000 CM : 3 M Part : 36M
		Partenaires	Santhiaba Manjacque Niaféna Baraka- Patata Pouboss Camaracou- nda Samick Laty Yabone Niabina Mawa				
	Construction de salles de classe	Maire	-Niadhiou	2 salles x		4 salles :	5 salles
		Prestataire	-Mpack	7 écoles		17 000 000 x	17 000 000 x 5
			-Bourofaye			4 =	= 85 000 000
			Diola			68 000 000	MC : 5 M
		Partenaires	-Niabina			CM : 4	Part : 80 M
			-CEM			M	
			Boutoupa			Part :	
			Camaracounda			64 M	

Plan de Developpement Communal de Boutoupa Camaracounda 2019

			-Boutoupa Camaracounda				
	Réhabilitation des écoles fermées	Maire Prestataire Partenaires	Binjaloum Manjacque, Boffa, Guidel, Yabone			40 000 000 CM : 2 M Part : 38 M	
	Acquisition de moulins combinés	Maire Prestataire Partenaires	Mawa Boutoupa	2			
	Extension du forage de Camaracounda	Maire Prestataire Partenaires	Camaracounda				
5) Mettre en place des conditions facilitant le retour et la réinsertion sociale des populations déplacées.	Appui aux opérations de déminage de la commune	Maire OCB	Villages désertés et zones suspectes		500 000 (CM)	500 000 (CM)	500 000 (CM)
	Facilitation de l'accès des déplacés et réfugiés de retour à la terre à usage d'habitation et à usage agricole	Maire Com domaniale	Villages avec mouvements de retour		1 000 000 (CM) (Tournées de la commission domaniale)		

Plan de Developpement Communal de Boutoupa Camaracounda 2019

	Accompagnement technique et financier des AGR des déplacés et réfugiés de retour	Maire Prestataires Services de microfinance	Commune	20 appuis	20 000 000 CM : 2 M Part 18 M		
	Réhabilitation et ouverture des pistes d'accès aux villages jadis désertés	Maire P	Boffa - Pouboss Baraka Pakao – Santhiaba Manjacques Bindialou m Manjacques – Baraka Patata Samick – Frontière Bourofay e Baïnouck – Boussoloum Camarac ounda - Yabone		Investissement humain. Appui du CM en matériel : 1 000 000 F		

Plan de Developpement Communal de Boutoupa Camaracounda 2019

Total PAP					CM	CM	CM
					14 500 000	22 500 000	13 500 000
					Part :	Part	Part
					18 000 000	190 000 000	154 000 000
					Total :	Total :	Total :
					32 500 000	212 500 000	167 500 000

Le plan triennal d'investissement décrit les activités à mener sur une période de trois ans (2020-2022) et le budget correspondant. Il s'élève à 412 500 000 F CFA. La contribution de la commune est de 50 500 000 F contre 362 000 000 F pour la commune.

IX. LE PLAN ANNUEL D'INVESTISSEMENT

Objectif spécifique	Activité	Acteurs	Localisation	Quantité	Budget
					2020
1) Redynamiser le conseil municipal pour un portage efficace du PDC et du développement territorial en général	Formation du conseil, des commissions, du bureau et du secrétaire municipal sur la décentralisation, le rôle des acteurs, la gestion des terres.	Conseil municipal Formateur Sous-préfet	Mairie	1 session de 3 jours	1 000 000 (CM)
	Formation du conseil municipal élargi aux OSC sur la gestion axée sur les résultats, la gestion de projet et la gestion des	Conseil municipal Formateur	Mairie	1 session de 6 jours	2 000 000 (CM)

Plan de Developpement Communal de Boutoupa Camaracounda 2019

	conflits				
	Formation du conseil municipal sur la planification et la budgétisation sensible au genre	Conseil municipal Formateur	Mairie	1 session de 3 jours	1 000 000 (CM)
	Réfection de la Mairie		Mairie		2 000 000 (CM)
	Equipement de la Mairie en mobilier et matériel informatique	Maire Prestataire	Mairie		2 000 000 (CM)
2) Assurer la mobilisation financière locale pour maximiser les ressources budgétaires nécessaires au financement de la relance du développement	Recensement exhaustif des contribuables	Service impôts Bureau du CM Com des finances	Commune	1 tournée dans toute la commune	1 000 000 (CM)
	Appui au recouvrement des recettes	Bureau du CM	Principaux points de collecte de la		500 000 (CM)

Plan de Developpement Communal de Boutoupa Camaracounda 2019

territorial		Com des finances	commune		
	Tournées de communication fiscale	Bureau du CM Com des finances Communicateurs tradi	Tous les villages	1 tournée par village	500 000 (CM)
	Organisation d'une table ronde des bailleurs potentiels du PDC	Maire Com des finances	Mairie	1	
	Réalisation d'une étude sur les opportunités de partenariat financier et de coopération décentralisée	Maire Consultant	Mairie	1	
3) Relancer l'économie locale par la	Construction et réhabilitation de digues anti sel	Maire Prestataire Partenaires	Guidel	1	

Plan de Developpement Communal de Boutoupa Camaracounda 2019

redynamisation de l'agriculture et une meilleure organisation des filières porteuses	Construction et équipement des blocs maraîchers	Maire Prestataire Partenaires	Nabina et Bourofaye Diola	2	
	Formation des producteurs en chaîne de valeur et développement organisationnel	Maire Formateur	Boutoupa	1 session de 5 jours	
	Redynamisation des marchés pour l'écoulement de la production agricole et pastorale (réhabilitation et sensibilisation)	Maire Prestataire Communicateurs traditionnels	Boutoupa et Mpack	2	
	Réalisation d'une étude sur les potentialités et niches d'emplois touristiques de la commune	Maire Consultant	Toute la commune	1	
4) Améliorer	Production d'un document de	Maire	Mairie	1	1 000 000 CM

Plan de Developpement Communal de Boutoupa Camaracounda 2019

l'accès et la qualité des services sociaux de base pour les femmes et les hommes	plaidoyer sur la valeur ajoutée potentielle de l'électrification de la commune	Consultant			
	Extension et équipement du poste de santé de Boutoupa	Maire Prestataire Partenaires	Boutoupa Camarac	1	
	Equipement du poste de santé de Bourofaye BaInouk et construction logement ICP	Maire Prestataire Partenaires	Bourofa ye BaInouk	1	
	Construction et équipement de 3 maternités	Maire Prestataire Partenaires	Guidel Boutoupa Nadiou		
	Construction et équipement de cases de santé	Maire Prestataire Partenaires	Baraka Pakao; Boffa ; Bourofaye Diola ;	13	

Plan de Developpement Communal de Boutoupa Camaracounda 2019

			Santhiaba Manjacque; Niaféna ; Baraka Patata ; Pouboss ; Camaracoun da ; Samick ; Laty ; Yabone ; Niabina ; Mawa		
	Construction de salles de classe	Maire Prestata ire Partenai res	Niadhieu Mpack Bourofaye Diola Niabina ; CEM Boutoupa Camaracoun da ; Boutoupa Camaracoun	2 salles x 7 écoles	

Plan de Developpement Communal de Boutoupa Camaracounda 2019

			da		
	Réhabilitation des écoles fermées	Maire Prestataire Partenaires	Binjaloum Manjacque, Boffa, Guidel, Yabone		
	Acquisition de moulins combinés	Maire Prestataire Partenaires	Mawa Boutoupa	2	
	Extension du forage de Camaracounda	Maire Prestataire Partenaires	Camaracoun da		
5) Mettre en place des conditions facilitant le retour et la réinsertion sociale des populations déplacées.	Appui aux opérations de déminage de la commune	Maire OCB	Villages désertés et zones suspectes		500 000 (CM)
	Facilitation de l'accès des déplacés et réfugiés de retour à la terre à usage d'habitation et à usage agricole	Maire Com domaniale	Villages avec mouvements de retour		1 000 000 (CM) (Tourné es de la commission domaniale)
	Accompagnem	Maire	Commu	20 appuis	20 000 000

Plan de Developpement Communal de Boutoupa Camaracounda 2019

	ent technique et financier des AGR des déplacés et réfugiés de retour	Prestataires Services de microfinance	ne		CM : 2 M Part 18 M
	Réhabilitation et ouverture des pistes d'accès aux villages jadis désertés	Maire Partenaire	Boffa ; Pouboss ; Baraka Paka o ; – Santhiaba Manjacques Bindialoum Manjacques Baraka Patata Samick Frontière Bourofaye Baïnouck – Boussoloum Camaracoun da - Yabone		Investisseme nt humain. Appui du CM en matériel : 1 000 000 F
Total PAP					CM

Plan de Developpement Communal de Boutoupa Camaracounda 2019

	14 500 000
	Part : 18
	000 000
	Total :
	32 500 000

X. DISPOSITIF DE PILOTAGE ET DE SUIVI EVALUATION

10.1. Le pilotage du PDC

Le pilotage du PDC incombe au Maire, ordonnateur des dépenses de mise en œuvre du PDC, et de manière plus large, au bureau du conseil municipal. Le Maire et ses adjoints rendent compte régulièrement au conseil municipal de l'état d'avancement du PDC. Dans le cadre de la mise en œuvre des actions du plan, ils s'appuient sur l'expertise du sous-préfet, du CADL et de l'ARD.

Pour la mise en œuvre de certaines activités le Maire peut contractualiser avec le secteur privé ou des organisations communautaires crédibles et dotées de la personnalité juridique.

10.2. Le suivi évaluation du PDC

Il est mis en place un comité inclusif de suivi du PDC composé :

- Du premier ou deuxième adjoint au Maire;
- Du représentant des jeunes ;
- De la représentante des femmes ;
- Du représentant des chefs de village ;
- Du représentant du secteur privé ;
- De quelques partenaires et personnes ressources cooptées.

Le comité s'informe régulièrement de l'état d'avancement du PDC, formule des recommandations et dresse un rapport semestriel de suivi. IL se réunit une fois par mois à la Mairie.

Le comité est appuyé par un consultant à temps partiel qui sera chargé de la collecte des données de suivi, de l'analyse de ces données, du renseignement des indicateurs et de la préparation des rapports du comité.

Une revue annuelle interne est organisée en première année, donc en fin 2020.

Une revue externe à mi-parcours est tenue avant fin 2022. A l'issue de cette revue, une révision du plan pourra être envisagée, voir une reformulation du PDC suivant la Gestion Axée sur les résultats et la théorie du changement.

COLLECTES DE DONNEES POUR LES CHEFS DE VILLAGE DE LA COMMUNE DE BOUTOUPA

VILLAGES	Nbe d'hab ts	Pourcenta ge			S.E. Ménage	P.santé commu ne	P.agricole	Autoc onsom ation	I. marcha nde	problèmes	Plt santé ou scolaire	Planificati on infrast-	Plan de renforce ment
		F	H	-18									
MPAC K	3666	5%	5%	0%	MOYEN NE	POSTE S 2	- Anacarde - Riz - Maraichag e	- Riz	Boutiqu es 20	-manque de matérielles agricole -manque d'autosuffisant -manque d'électricité -pas de route butiné -manque bloque maraichère - pas de lycée	-dotation de fourniture scolaire -dotation de médicame nt pour le poste de santé	Implantatio n de machine dans la vallée pour la prochaine année construc- tion de logement pour les agents de santé	Il n'existe pas de plan de renforcem ent
BOUROFAY E BAINOUCK	2000	0%	0%	0%	MOYEN NE	3Postes	- Anacarde - Riz	Riz Mil	Boutiqu es 6	-manque d'ambulance -problème d'état-	Pas de politique	Construc- tion d'une digue anti-	Il n'existe pas de plan de

Plan de Developpement Communal de Boutoupa Camaracounda 2019

VILLAGES	Nbe d'hab ts	Pourcenta ge			S.E. Ménage	P.santé commu ne	P.agricole	Autoc onsom ation	I. marcha nde	problèmes	Plt santé ou scolaire	Planificati on infrast- ment	Plan de renforce ment
		F	H	-18									
							- Maraicha- ge - Arachide			civil -besoin d'un lycée dans la zone -électricité, eau potable, piste de production, autosuffisance alimentaire		sel, construc- tion d'une bloque maraichère	renforcem ent
BOUR OFAYE DIOLA	300	0%	0%	0%	Pauvre	2 postes	- Riz Maraicha- ge	Riz, pro- duits maraic hère	4 bouti- ques	Electricité, eau potable, financement des femmes et jeunes, CEM, chômage, problème d'inscription des enfants à l'école	Pas de politique	Mini- forage, courant	Pas de plan de renforcem ent
POUB OSS	307	7/	/	0%	Moy enne	2p ostes	- Riz - Maraichag	R iz	2 bouti- que	Electricité, eau potable, insécurité, école	Pas de politique	Pas de planifica- tion	Pas de plan de renforcem

Plan de Developpement Communal de Boutoupa Camaracounda 2019

VILLAGES	Nbe d'hab ts	Pourcenta ge			S.E. Ménage	P.santé commu ne	P.agricole	Autoc onsom ation	I. marcha nde	problèmes	Plt santé ou scolaire	Planificati on infrast-	Plan de renforce ment
		F	H	-18									
							e - Arachide			élémentaire, dispensaire, piste de reproduction, terrain de loisir, foyer des jeunes, bloque maraichère			ent
YABO NE	4 78	55/ 55/	23/ 23/	28/ 28/	Pauv re	2p ostes	- Riz - Maraichag e - Arachide -Mil	R iz	Né ant	Electricité, eau potable, insécurité, école élémentaire, dispensaire, piste de reproduction, terrain de loisir, foyer des jeunes, bloque maraichère, moulin, vol de bétail, mosquée,	Dota tion de médicame nt	Pas de planificatio n	Pas de plan de renforcem ent
LATY	2 53	5%	5%	0%	Pauv re	3p ostes	- Riz -	R iz	1b outque	Electricité, eau potable,	Dota tion de	Pas de planifica-	Pas de plan de

Plan de Developpement Communal de Boutoupa Camaracounda 2019

VILLAGES	Nbe d'hab ts	Pourcenta ge			S.E. Ménage	P.santé commu ne	P.agricole	Autoc onsom ation	I. marcha nde	problèmes	Plt santé ou scolaire	Planificati on infrast-	Plan de renforce ment
		F	H	-18									
							Maraichag e - Arachide -Mil			insécurité, clôture de l'école élémentaire et manque de salle de classe, réhabilité le dispensaire, piste de reproduction, terrain de loisir, foyer des jeunes, bloque maraichère, pas de réseau téléphonique, problème de limite de laty et ses voisins,	fourni- ture scolaire	tion	renforcem ent
NIADIOU	430	5%	5%	0%	Pauvre	2 postes	- Riz - Maraichag e	R iz	Né ant	Electricité, eau potable, insécurité, clôture de l'école	Pas de politique	Pas de planifica- tion	Pas de plan de renforcem ent

Plan de Developpement Communal de Boutoupa Camaracounda 2019

VILLAGES	Nbe d'hab ts	Pourcenta ge			S.E. Ménage	P.santé commu ne	P.agricole	Autoc onsom ation	I. marcha nde	problèmes	Plt santé ou scolaire	Planificati on infrast-	Plan de renforce ment
		F	H	-18									
							- Anacarde			élémentaire et manque de salle de classe, dispensaire, piste de reproduction, chômage, pas de réseau téléphonique, moulin, décortiqueuse, financement des f/h, matérielle agricole			
SAMIC K	472	0%	0%	0%	Pauvre	2 poste	- Riz - Maraichag e Arach ide	R iz	Né ant	Electricité, eau potable, insécurité, manque d'enseignants, cantine scolaire, dispensaire,	Dota tion de fourniture s scolaires	Pas de planificatio n	Pas de plan de renforcem ent

Plan de Developpement Communal de Boutoupa Camaracounda 2019

VILLAGES	Nbe d'hab ts	Pourcenta ge			S.E. Ménage	P.santé commu ne	P.agricole	Autoc onsom ation	I. marcha nde	problèmes	Plt santé ou scolaire	Planificati on infrast-	Plan de renforce ment
		F	H	-18									
										manque de matériels agricoles, problème d'état civil, moulin, décortiqueuse, ambulance, manque de terrain de football			
CAMA RACOUND A	1 517	5%	5%	5%	Pauv re	1p oste	Marai chère	R iz	Bo utique 10	Electricité, eau potable, problème foncier, espace loisir jeunesse, problème transport à l'hivernage	Néa nt	Neant	Néa nt

Plan de Developpement Communal de Boutoupa Camaracounda 2019

VILLAGES	Nbe d'hab ts	Pourcenta ge			S.E. Ménage	P.santé commu ne	P.agricole	Autoc onsom ation	I. marcha nde	problèmes	Plt santé ou scolaire	Planificati on infrast-	Plan de renforce ment
		F	H	-18									
MAW A	645	5%	5%	5%	Moyenne	3poste	- Maraicha- ge Arach ide	R iz	1b outi-que	Electricité, eau potable, problème foncier, case des tout-petits, clôture de l'air de jeux, butinage de la route mawa- bambadinka-mawa- yabone, vol de bétail, salinité des rizières, matériel agricole, case de santé	Dota tion de fournitu- re scolaire	Néant	Néa nt